DÉFENSE DE L'OCCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

N° 41

Prix : 120 fr. **Mars 1957**

SOMMAIRE



DÉFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 28, rue Serpente, Paris (6e). — Le numéro : 120 fr.

CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe, Bt C., boulevard Lutaud, Alger.

Abonnement. — 1 an : 1.200 fr.
Etranger : 1 an : 1.400 fr.

Soutien : 3.000 fr. ; propagande : 5.000 fr.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM ....

PRENOM ....

ADRESSE ....

....

Signature

Abonnements. — 1 an : 1.200 fr.
Etranger : 1 an : 1.400 fr.
Soutien : 3.000 fr. ; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 35, rue Cortambert, Paris-16e, C.C.P. 2182 19 Paris.

Les idées et les faits

LA CONSPIRATION CONTRE L'EUROPE

Une fois de plus le régime est en train de montrer son impuissance et sa nocivité.

La conspiration qui s'est instituée contre la C.E.D. se reconstitue aujourd'hui contre le marché commun. Les mêmes intérêts, les mêmes influences qui ont réussi à porter un premier coup à l'idée européenne se préparent à renouveler leur exploit contre la seconde tentative d'union, celle du marché commun. Et nous avons, là encore, la tristesse de voir que des groupes importants de l'opposition nationale figurent en bonne place dans cette opération et qu'une fois de plus, avec l'intention de sauver la France, ils contribuent le plus efficacement qu'ils peuvent à son affaiblissement et à sa décadence.

Faisons plaisir à ces braves gens. Supposons le problème résolu. Grâce à leur offensive, le projet de marché commun est enterré, l'idée d'une union européenne, militaire, économique, politique, est abandonnée définitivement. Quelles sont les conséquences de cette « victoire nationale » si ardemment poursuivie ?

Soyons de bonne foi, il n'y en a aucune. Pour commencer. Au contraire, *pour commencer,* tout le monde est content. *Pour commencer,* il y a simplement *un revers* à chacun des motifs de satisfaction de nos nationalistes péremptoires.

Nous sommes chez nous : tout continue comme par le passé. *Premier revers :* rien n'est changé et rien n'est changeable, nos nationalistes péremptoires ont consolidé le régime en fermant la porte aux influences nouvelles qui auraient pu s'infiltrer et le miner peu à peu à la faveur de l'européisation, et ils ont consolidé tout particulièrement la position du parti communiste qui a chez nous (et garde en conséquence) 25 % des suffrages.

Nous sommes chez nous, notre armée est bien à nous, nous n'avons de compte à rendre à personne. *Deuxième revers* : nos contingents à l'O.T.A.N. sont des contingents-fantômes, comme par le passé, ceux des autres nations européennes également, et par suite l'O.T.A.N. est aussi bien armé devant la prochaine initiative russe en Europe qu'il l'a été au moment du soulèvement de Hongrie.

Nous sommes bien chez nous, notre industrie est bien à nous, nos prix seront ce que nous voulons qu'ils soient, nos barrières douanières, nos subventions et notre production resteront ce qu'elles ont été par le pasé. *Troisième revers :* notre production sera paresseuse parce qu'elle est trop protégée, notre outillage vieillira et ne sera pas renouvelé, nos investissements seront insuffisants, notre exportation suivra avec peine le train de ses concurrents et nous deviendrons peu à peu un pays économiquement fatigué et économiquement faible.

Tout cela n'est rien encore, disent nos nationalistes péremptoires. Ce qui est plus que tout cela, ce qui est essentiel, capital, fondamental, nous aurons conserver intact notre souveraineté, nous serons restés un pays qui ne doit de comptes à personne, un pays indépendant. *Quatrième revers :* ce pays indépendant que nous sommes et que nous resterons ne l'est toutefois que jusqu'à un certain point parce qu'il est un pays faible, parce que son économie est incomplète et on vient de nous prouver il y a peu de temps combien nous sommes vulnérables quand nous faisons ce qui ne plaît pas aux « grands » : en refusant une association qui nous rendrait plus forts nous ne faisons que perpétuer cette faiblesse qui est la source de notre « dépendance » politique vis-à-vis des « grands » et par conséquent nous éternisons, en nous félicitant de notre indépendance, une situation qui est justement le contraire de l'indépendance.

Ah ! s'écrie alors le nationaliste péremptoire : *vous n'avez pas confiance en la France, vous désespérez de la patrie !* C'est là le grand argument, parce qu'il est mystique, sentimental et qu'il n'y a pas grand' chose à répondre quand on entre dans le domaine de la mystique et du sentiment. Prenons toutefois cet argument par le même bout que les autres et supposons là aussi le problème résolu : ayant eu confiance en la France, n'ayant pas désespéré de la patrie, nos nationalistes péremptoires ont enfin été gratifiés du miracle qu'appellent leurs vœux, la France est dirigée par un bon prince, par le meilleur et le plus sage des princes ou par un bon dictateur, par le plus robuste et le plus clairvoyant des dictateurs. Est-ce que cela transforme instantanément les pourcentages de sa production et de sa puissance dans la production et les puissances mondiales ? Est-ce que ce miracle *politique* entraîne le miracle géographique et économique qui ferait de la France un pays égal en population, en énergie, en production, en matières premières, en ressources et en réserves à l'U.R.S.S. ou aux U.S.A. ? Est-ce que nos pourcentages qui varient actuellement suivant les secteurs de 1 % à 4 % de la production mondiale passeront

au prix de n'importe quel effort, sous l'effet de n'importe quelle direction, aux chiffres oscillant suivant les secteurs entre 15 % et 40 % de la production mondiale qui caractérisent les Etats-Unis ou l'U.R.S.S., ou le bloc communiste ? Et si ces proportions sont inchangeables, la France sagement gouvernée, la France admirablement gouvernée, peut-elle être autre chose dans un univers où les *proportions des Etat* ont dramatiquement changé en cinquante ans, qu'une sage, une admirable, mais une impuissante survivance des Etats de l'Europe d'autrefois, qui ne sont plus à l'échelle du monde moderne ?

Or, qu'est-ce que veut dire cette situation ? Qu'est-ce qu'elle signifie exactement ? Elle ne veut pas dire que nous serons plus malheureux. Tout au contraire. Nous ne serons pas plus malheureux, nous serons même plutôt plus heureux dans notre économie (momentanément) protégée dans nos circuits prix-salaires (momentanément) défendus. La nature politique n'est pas comme la nature physique : elle n'accompagne pas toujours ses agonies de souffrances pour faire sentir l'horreur du néant. Elle a, au contraire, des agonies douces. Rien n'est reposant comme la décadence. Sans empire, sans responsabilités, sans mission, enfin sans mission, sans histoire, enfin sans histoire, la France connaîtra ces années calmes et somnolentes qui sont comme la retraite des nations.

Tant que le temps restera au beau fixe, tant que le ciel ne sera parcouru que de nuages bénins, c'est parfait. Mais après ? Quand l'orage se lèvera ? Quand les voix gronderont ? Quand le tambour roulera à travers les plaines ? Quels seront nos moyens de défense, sinon ceux, *contrôlés par d'autres,* de la coalition à laquelle nous appartiendrons ? Et si ces moyens ont été mal choisis, s'ils sont inefficaces, s'ils sont insuffisants ? S'ils sont mal employés ? *S'ils ne sont pas employés pour notre protection, mais réservés pour la protection d'objectifs réputés plus importants que notre terre ?* Une nation qui ne dispose pas par elle-même des forces propres à couvrir son territoire et à le défendre valablement contre l'adversaire qui le menace, cette nation, quelles que soient les précautions qu'on prenne pour camoufler cette situation, est une nation *dépendante* et elle est exposée à disparaître du jour au lendemain de la carte du monde. Or, l'armée européenne, la communauté européenne étant des forces propres à l'Europe existent pour sa défense et assurent à tous les Etats participants un instrument de défense et d'indépendance dont l'efficacité dépend des efforts que les participants auront eux-mêmes consentis. L'O.T.A.N. étant une organisation atlantique affectée à la défense de tout l'hémis-

phère atlantique ne nous garantit rien de tel en dépit des affirmations qui nous sont prodiguées.

A ceux qui pensent que l'O.T.A.N. peut remplacer l'Europe, posons simplement cette question : que feront-ils, quel moyen de défense auront-ils si, un jour, quelque autre Roosevelt rencontre quelque autre Staline, s'assied auprès de lui devant une carte du monde et lui abandonne l'Europe comme Roosevelt abandonna des nations entières qu'aucune incantation ne peut rappeler aujourd'hui du royaume de la nuit ?

Si nous désirons nous en tenir aux conséquences immédiates, tangibles, d'un échec du marché commun, qui, venant après celui de la C.E.D., serait sans doute la condamnation définitive de l'idée européenne, voici, du moins ce qui nous attend tout de suite, — et ce qui se prépare déjà.

Il est à peu près inévitable que le premier résultat de l'échec de l'Europe soit de pousser l'Allemagne vers la solution qui lui est offerte obstinément par les Russes depuis plusieurs années pour sa réunification. Dans la perspective d'une communauté européenne, l'Allemagne peut échanger contre les promesses d'avenir qui lui sont proposées la situation douloureuse qui en est le prix, ou, mieux encore, elle peut espérer, à la faveur d'une évolution inéluctable de l'Europe vers l'indépendance, trouver dans une formule de neutralité européenne ou de troisième force européenne la solution de ses propres difficultés : c'est le sens des déclarations actuelles du chef du parti socialiste allemand Ollenhauer, qui estime qu'une Europe neutre entre les deux blocs pourrait obtenir de l'U.R.S.S. des propositions concrètes et substantielles pour l'Europe, sans que ces propositions lèsent les intérêts essentiels des Etats-Unis, ce qui est la thèse que nous soutenons dans cette revue depuis quatre ans. Mais au contraire, si l'Europe est décidément inviable, l'Allemagne, Etat indépendant et souverain qui n'est plus rattaché au Pacte atlantique que par le traité de l'O.T.A.N., arrivera fatalement un jour à faire passer son propre intérêt avant celui de ses partenaires et à accepter cette neutralisation que lui offre l'U.R.S.S. en échange de sa réunification. Il est inévitable qu'un homme d'Etat allemand joue sa fortune, un jour ou l'autre, sur cette carte politique et il n'est que trop naturel qu'il ait, dans cette affaire, l'appui d'une bonne partie de l'opinion allemande.

Que vaut alors, dans ce cas-là, la protection *territoriale* que nous offre le Pacte atlantique ? Si l'on tient compte des méthodes stratégiques actuelles, elle est nulle. *Car le territoire français entre les Vosges et la Bretagne n'offre plus un aspace suf-*

fisant pour l'échelonnement en profondeur des grandes armées modernes. Les divisions de l'O.T.A.N. stationnées sur notre territoire ne sont donc plus, dans ce cas, qu'une protection illusoire, elles ne peuvent être que des forces de couverture dont l'activité sera purement retardataire : car la perte de l'Allemagne oblige l'O.T.A.N., qu'elle le veuille ou non, à adopter, en fait, une stratégie périphérique.

Ainsi le premier résultat des brillants efforts de nos nationalistes péremptoires est de rendre notre pays effroyablement vulnérable et d'accepter sa condamnation à mort en cas de guerre. Mais ils ne voient pas ce résultat et surtout *ils ne veulent pas le voir,* car, en ceci, comme nous l'avons dit, ils ont une réponse : « ils espèrent en la France », acte de foi qui répond à tout, y compris à la défaite, à l'occupation et à l'absorption, comme nous pouvons le voir avec les Polonais qui *espèrent* en la Pologne, les Roumains qui *espèrent* en la Roumanie, et les Hongrois qui *espèrent* en la Hongrie.

Cette faiblesse fondamentale a été si bien comprise qu'après des années de sommeil, notre Etat-major a jugé indispensable de se réveiller. Il nous promet une armée de métier, des bombes atomiques, des fusées téléguidées, enfin une carapace ultramoderne et rigoureusement invulnérable. Vous voyez bien, disent alors nos nationalistes péremptoires, vous voyez bien que nous n'avons besoin de personne et qu'il nous suffira d'assister au défilé de Jeanne d'Arc et à la revue du 14 juillet. Malheureusement, il suffi de savoir compter sur ses doigts pour reconnaître ce qu'il y a de fallacieux dans cette solution de rechange. Car notre arsenal en miniature, aussi bien imité qu'on nous le fasse, ne sera jamais qu'un jouet d'enfant auprès de ceux de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis. Il ne nous garantira ni contre une idée géniale du Président des Etats-Unis, ni contre les dangers de notre position stratégique dans la coalition dont nous faisons partie.

Cette dernière tentative ne peut avoir pour résultat que de nous faire rechercher le giron de l'Angleterre pour y trouver une illusoire protection et par conséquent de nous lier davantage encore à toute une politique que nos nationalistes péremptoires sont les premiers à condamner et dont ils ont bien vu les effets funestes.

Ainsi, en combattant contre l'idée européenne, il leur arrive ce qui arrive, hélas, souvent en politique : ils croient défendre la force, l'indépendance, l'avenir et les intérêts les plus solides, le plus réels de la France, et, en fait, ils les sacrifient. Ils accusent l'Europe de faire partie de ce que Socrate appelait le

royaume des nuées. Mais aujourd'hui ce sont nos illusions qui font partie de ce royaume. C'est leur force, leur indépendance qui sont une ombre de force et une ombre d'indépendance. Les intérêts *réels* de la France sont faussement défendus aujourd'hui par les combinaisons strictement nationales qu'on peut imaginer, tandis que la communauté européenne leur assurerait une protection sûre et efficace.

Ce que le nationalisme revendique à juste titre, la sécurité, l'indépendance, la prospérité et même la grandeur de la nation, ces objectifs qui ont été de tout temps ceux auxquels il a subordonné sa politique, c'est aujourd'hui la réalisation d'une communauté européenne qui permet de les atteindre. Dans le monde qui est né de la guerre de 1945 il n'y a plus d'opposition entre le nationalisme et l'idée européenne. Mais, au contraire, le nationalisme devrait conduire à l'idée européenne comme vers le seul débouché qui lui soit possible. Si nous refusons de lui donner cet avenir ou plutôt ce prolongement, notre nationalisme n'est plus qu'une curiosité intellectuelle, une sorte d'objet de musée pittoresque et archaïque, pareil aux aspirations de ces mouvements hollandais ou flamands qui rêvent d'une reconstitution du duché de Charles le Téméraire et qui bercent leur sommeil en faisant machinalement tourner à l'envers le rouet qui a filé l'Histoire. Nous voudrions que des hommes qui méritent par leur courage et leur bonne volonté de ne pas tourner éternellement sur des pistes qui ne mènent qu'aux clairières des fées, acceptent de réfléchir à l'avenir que nous réserverait le triomphe de l'immobilité. Je suis convaincu que s'ils sont de bonne foi et s'ils consentent à penser par eux-mêmes et non par leurs maîtres, ils ne tarderont pas à reconnaître qu'aujourd'hui la réalisation d'une unité européenne est la dernière chance du nationalisme et que ce dépassement et cette transformation est la seule forme sous laquelle il puisse encore avoir un avenir et une véritable mission.

Maurice BARDÈCHE.

Un entretien avec
le Général NAVARRE

Il n'y a chez le général Navarre aucune distance entre l'intelligence et l'autorité. Comme chez tous les grands Commandants, celle-ci ne naît pas chez lui du ton ni de l'attitude, mais d'une vue claire et assurée des conditions de l'action. Il s'exprime d'une voix paisible et nuancée, il semble déchiffrer un peu distraitement dans un tableau situé devant lui les éléments de ses réponses, et peu à peu se dégage de ses propos une force tranquille irrésistible. Pas un mot de polémique : il a pour cela une conscience trop assurée de la hiérarchie des problèmes et cette ampleur de vue qui se manifeste déjà dans son livre « *L'Agonie de l'Indochine* », dont on lira par ailleurs le compte-rendu. C'est pour bien laisser en pleine lumière le problème politique central que pose son livre que nous lui avons d'abord demandé de bien vouloir nous apporter quelques précisions sur les différents points dont il traite, à propos desquels on a tenté, ou tentera de faire diversion.

> — *Mon Général, on a dit qu'en l'absence d'ordres formels du gouvernement vous donnant mission de défendre à tout prix le Laos, vous pouviez prendre sur vous de renoncer à le protéger dans des conditions trop difficiles pour nos forces. René Laniel, alors président du conseil, aurait même déclaré qu'il faut parfois savoir accepter de sacrifier une province pour défendre plus efficacement un pays. Qu'en est-il ?*

— « Je vous dirai d'abord qu'entre sacrifier une province, momentanément, au cours d'opérations militaires, et abandonner un pays dans lequel serait bientôt apparu un Gouvernement communiste hostile, il y a, me semble-t-il, quelque différence. Nous venions de signer, quinze jours auparavant, avec le Laos, notre plus fidèle allié, le seul qui acceptait fran-

chement la définition de l'Union française que nous proposions, un traité qui devait servir de modèle à nos relations avec les autres Etats Associés, qui définissait donc en quelque sorte le cap de toute notre politique de guerre. Dans la mesure où nous savions pourquoi nous nous battions, c'est ce traité qui pouvait nous en donner une idée. Or ce traité nous donnait la charge d'assurer la défense du Pays associé. Et quinze jours plus tard, nous aurions renoncé, sans même combattre, à cette défense ?

Avouez qu'il s'agit là d'une responsabilité politique de la plus grande importance qui n'incombait pas au Commandant en chef. N'oubliez d'ailleurs pas que le terme de « Commandant en chef » était en réalité une désignation impropre. Je n'étais pas responsable d'un terrain d'opérations autonome, il y avait au dessus de moi un Commissaire Général de qui dépendaient les questions politiques. Le terme plus juste aurait été celui de « Commandant supérieur des Troupes ». Or quand j'ai parlé à M. Dejean de la défense du Laos, celui-ci n'a pas pensé une seconde que l'on pouvait y renoncer. Il m'aurait fallu pour cela un ordre formel du gouvernement. Dans ce cas j'aurais d'ailleurs vraisemblablement démissionné parce que cela signifiait le désastre, *certain cette fois*, à échéance, cela impliquait l'arrivée du Viet Minh sur la frontière du Siam et le pourrissement rapide de ce pays. Mais affirmer que j'aurais pu modifier de mon chef tout le sens de notre politique de guerre sans instruction du gouvernement, cela témoigne assez de quelle méthode de gouvernement nous étions victimes.

J'ajouterai encore ceci : la défense du Laos n'était pas seulement une conséquence de la lettre du traité mais constituait pour nous un véritable engagement d'honneur qu'il était impossible de méconnaître sans perdre irrémédiablement la face. Notez que le seul pays auquel nous devons de garder un pied en Indochine est encore le Laos où nous conservons une base et une mission militaires. Je suis sûr que c'est à notre effort loyal fait pour la défense de ce pays que nous le devons. »

— L'on a dit également, mon Général, qu'au moment de la bataille de Dien Bien Phu un trop grand nombre de troupes étaient retenues dans le sud pour l'opération Atlante, qui auraient été utiles, voire déterminantes, dans le Nord ?

— « Il serait étonnant que quelqu'un qui connaisse un peu l'Indochine puisse soutenir cela un instant. Vous savez que ce que l'on a appelé le Vietnam est en fait la réunion de trois pays, le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine. A ce moment-là,

en tout cas, la conscience nationale vietnamienne n'existait nullement. Les troupes cochinchinoises refusaient d'aller se battre au Tonkin. Nous avons dû parfois même faire face à des mutineries quand nous voulions faire se battre des cochinchinois pour ce qui leur semblait un pays étranger. De plus, l'offensive Viet Minh dans ce secteur était certaine. Pour y faire face nous avions le choix entre la défensive et l'offensive, et prendre l'offensive était la méthode qui nous laissait le plus de chances. Or, d'une part la différence d'effectifs nécessaires pour passer à l'offensive ne représentait qu'un infime pourcentage de nos forces et d'autre part celles-ci étaient composées en grosse majorité d'éléments cochinchinois absolument inutilisables dans le Nord. Vous voyez la valeur de la critique. »

— L'on a pensé découvrir une contradiction dans votre livre quand vous dites que dès décembre 1953 *l'aide chinoise s'était accrue alors que l'annonce de la conférence de Genève ne date que de février* 1954.

— « J'ai insisté dans mon livre sur l'importance décisive qu'avait prise dans la bataile de Dien Bien Phu l'aide chinoise. Celle-ci a changé totalement de caractère après l'annonce de la Conférence de Genève, je le répète. Le matériel chinois passant la frontière avait augmenté de volume dans les mois précédant l'annonce de la Conférence, c'est vrai. Nous savions à une tonne près la quantité de matériel livré au Viet Minh. Or voici ce que je peux vous dire : l'aide chinoise, entre mon arrivée en Indochine et l'annonce de Genève, s'était multipliée par 2 environ pour le sud et par 3 pour le Tonkin. Elle s'est multipliée après cette annonce par 10 ! Je crois que ces chiffres sont éloquents. Dès que la conférence fut en vue, il régna une effervescence toute nouvelle dans les Etats-Majors Viet Minh. Nous avons su alors par des documents de valeur certaine qu'ils étaient décidés à remporter un succès à tout prix. Le chiffre des pertes acceptées qui était fixé jusqu'alors à 8.000 hommes fut porté à 30.00 et les renforts correspondants acheminés. Dix jours après l'annonce de la Conférence, le régiment de D.C.A. chinois qui joua le rôle capital durant la bataille franchit la frontière. Jusque là l'aide chinoise était limitée par de bonnes raisons politiques : celles-ci changèrent totalement devant le besoin de remporter rapidement un grand succès. Voilà quelle est la vérité, mais je sais bien que c'est sur ce point que porteront au maximum les efforts pour la dissimuler tant commence à apparaitre l'énormité du

procédé qui a fait accepter la Conférence *sans même en avertir* le Commissaire Général ni le Commandant en chef ! »

— *On aurait encore voulu, mon Général, vous parler d'autres petits problèmes : des fuites qui ont pu se produire sur place, du Général Cogny...*

— « Ecoutez, de cela je préfère ne pas parler. Les passages qu'incrimine le Général Cogny représentent une page et demie sur l'ensemble de mon livre. Ce qui est plus grave, c'est l'esprit dont cela témoigne, car il ne s'agit là en fait que d'une manœuvre inspirée par le Gouvernement pour tenter de diminuer l'importance de l'ouvrage.

Pour ce qui est des fuites, je n'ai jamais nié qu'il s'en soit produit sur place aussi bien qu'à Paris. Nous vivions entourés d'un milieu aux aguets. Mais elles n'avaient qu'un caractère local. Les fuites représentent tout de même un autre caractère quand elles ont lieu à l'échelon le plus élevé et qu'elles bénéficient de la caution de grands journaux parisiens. Il est ahurissant de penser que l'on vit dans un régime où les décisions du Conseil de Défense Nationale sont connues du public dès le lendemain ».

— *Comment a fonctionné la Commission d'enquête ?*

— « Vous savez qu'en réalité il y a eu deux sortes de commissions : deux parlementaires, et une militaire. Les premières ne portaient pas le titre de Commissions d'Enquête car elle auraient alors eu le droit de convocation directe, c'est-à-dire d'entendre devant elles qui elles voulaient. Comme on entendait éviter cela, on les appela « Commissions de coordination pour les affaires d'Indochine ». Elles fonctionnaient à l'Assemblée Nationale sous la présidence de M. Frédéric Dupont et au Conseil de la République sous celle de M. Michelet. Je ne fus jamais entendu ni par l'une ni par l'autre et, après les dernières élections, on *oublia* de les renouveler.

J'avais demandé que la Commission militaire fasse porter son enquête sur six grandes questions qui couvraient l'ensemble du problème : la conduite politique de la guerre à Paris, la conduite militaire de la guerre à Paris, la conduite stratégique de la guerre sur place, la conduite tactique de la bataille de Dien-Bien-Phu, les conséquences militaires et les conséquences politiques de cette bataille. De ces six questions on retrancha tout ce qui mettait directement en cause la politique ou qui s'imbriquait si étroitement dans celle-ci qu'on n'aurait pu l'en dissocier, soit les deux premières et

les deux dernières questions. On épura encore la troisième de tout ce qui la liait à la politique générale, si bien qu'il ne resta qu'une question et demie ne touchant qu'à la tactique ou à la stratégie très restreinte.

Songez pourtant à la difficulté de séparer les deux domaines, politique et militaire, quand la moindre question touchant les renforts, l'infrastructure... demandait de véritables négociations. Imaginez bien ceci. Lorsque j'adressais une Note traitant de l'ensemble d'un problème au Secrétaire d'Etat aux Etats Associés, tout se passait comme si celui-ci manquant totalement de l'autorité nécessaire pour traiter lui-même ces questions, se contentait d'adresser copie de la Note aux différents ministères intéressés. Chacun de ceux-ci me répondait pour son compte : la Défense Nationale accordait les renforts mais les Finances refusaient les crédits. etc... C'était à moi à assurer la coordination du Gouvernement par lettres en retour, depuis Saïgon ! »

— *Votre livre n'est pas interdit ?*

— « Non, quand j'ai quitté l'armée pour dire ce que je voulais dire, cela n'a suscité que l'indifférence des milieux officiels. Puis lorsque l'on a commencé à être renseigné sur la portée du livre, ils ont voulu faire voter une loi interdisant la publication de Mémoires au sortir d'une Mission officielle. N'ayant pu obtenir le vote à temps, ils ont cherché tous les moyens d'interdir la vente du livre. Ils n'ont finalement trouvé pour en arrêter momentanément la diffusion que le biais de manœuvres judiciaires.

Le courage et la lucidité du Général Navarre rendant très précieux les jugements qu'il peut porter sur la situation en Afrique du Nord, nous lui demandons encore ce qu'il pense à ce sujet.

— « Ecoutez, nous répond-il aussitôt, si je dois vous dire le fond de ma pensée, je vous dirai qu'avec un régime comme nous en avons un, je crois que nous n'avons que très peu de chances de conserver quoi que ce soit. Déjà nous avons, en fait et quoi qu'on en dise, accepté l'intervention au moins morale de l'O.N.U. On se réjouit bruyamment d'un succès tactique, mais cela même prouve que nous avons accepté le champ de bataille. D'ailleurs M. Pineau lui-même a reconnu que nous avions contracté une obligation morale. Je nourris les plus grandes craintes sur ce qui peut sortir de là ».

— *Le Commandement en chef peut-il là-bas jouer un rôle important ?*

— « Dans des opérations de petites unités comme celles d'Algérie, le rôle du Commandement en chef n'est qu'un rôle de distributeur de troupes. Selon les besoins du moment, il prend ici pour étoffer ailleurs les effectifs. Les méthodes employées sont là encore largement dépendantes de la politique. Cela ne veut pas dire que son rôle soit négligeable, il peut être considérable mais il dépend surtout de l'autorité personnelle de celui qui l'exerce ».

— *Et l'armée elle-même ?*

— « L'armée pourrait jouer un rôle capital dans la simplification de l'autorité. Je crois qu'il aurait fallu réaliser l'unité du commandement et de l'administration entre les mains de l'Armée. Cela ne veut pas dire : la laisser à elle-même. Il pouvait demeurer à la tête un civil dont un militaire aurait été l'Adjoint. Mais en dessous, à chaque échelon, un militaire aurait rassemblé les pouvoirs. Pour la simple et bonne raison qu'un civil ne peut pas exercer l'autorité militaire mais qu'un militaire peut exercer l'autorité civile. Que se passe-t-il en ce moment ? Dans une circonscription donnée (sauf cas exceptionnel où l'unité des pouvoirs est déjà réalisée, le double rattachement du militaire à deux hiérarchies, civile et militaire, subsistant tout de même) il y a deux pouvoirs et souvent trois. En effet il y a un chef civil et un chef militaire. Mais si des renforts sont nécessaires qui excèdent le grade de l'officier résidant, arrive un officier de grade supérieur qui commande les renforts, ignore le pays, pacifie et s'en retourne. Il n'a rien pacifié, il a fait le vide... momentanément.

Il y a un autre avantage à cette concentration des pouvoirs entre les mains de l'Armée. A vrai dire il y en a deux, Le premier est que la seule autorité que l'Arabe respecte vraiment est l'autorité militaire. Le second, qui est un corollaire du premier, est que dans ce pays envahi, miné par la toute petite politique, où chacun entend faire pour son compte de la politique, c'est le seul moyen de réaliser, pour employer un mot à la mode, une sorte d' « hibernation ». Mettre l'Algérie provisoirement en état d' « hibernation », c'était lui permettre de se détendre, de soigner des nerfs politiques très malades. Je ne suis pas le moins du monde un militaire enragé, je pense seulement à l'efficacité. De même pour l'Indochine, je n'étais pas contre une Conférence de Genève. L'aide chinoise s'amplifiant, la France ne pouvait continuer à tenir seule l'Indochine à bout de bras. Mais j'ai été contre

les conditions dans lesquelles elle a été faite. L'on ne peut pas être pour une absence de gouverenment ».

— *Quel est l'état d'esprit de l'Armée, mon Général ?*

— « Comment voulez-vous qu'il soit bon alors qu'on la laisse sans directives et sans tête, qu'on ne lui propose clairement aucune tâche. Après la publication de mon livre j'ai reçu un nombre considérable de lettres d'officiers qui me remerciaient. Il n'est pas question pour l'armée de faire de la politique, mais elle peut indiquer les conditions, presque techniques, de Commandement et de Gouvernement hors desquelles il n'est aucune politique possible. L'armée elle-même doit, pour retrouver son vrai visage, ne pas être minée par les sollicitations de la politique et les obligations de carrières qui ne reposent, hélàs souvent ! que sur l'absence de caractère. Elle doit pour cela compter sur des compréhensions à l'extérieur et ne plus être traitée avec cette méfiance qui fait toujours séparer stupidement en France le politique et le militaire. C'est là une des tâches les plus urgentes. »

En remerciant le Général Navarre, nous pensions à tous ceux qui jugent d'une grande élégance intellectuelle d'afficher un antimilitarisme supérieur. Devant la maîtrise de pensée de l'auteur de *« L'Agonie de l'Indochine »*, nous enragions à l'idée que l'Armée française soit privée d'un chef de cette qualité, mais nous devinions aussi de bon augure qu'il s'en soit trouvé un pour avoir le courage de démissionner afin d'entreprendre les tâches de redressement nécessaires.

(Entretien recueilli par Bernard VORGE).

LA POLITIQUE DE NEHRU...
...A LA CHUTE D'EDEN

Peu avant de se rendre aux Etats-Unis, en décembre dernier, le pandit Nehru s'entretint avec le communiste chinois Chou En-Lai. De retour en Inde, les Américains lui ayant réservé un accueil mitigé, Nehru conféra une fois de plus avec Chou En-Lai. Puis ce dernier se rendit à Moscou pour faire rapport aux maîtres du Kremlin des entretiens Nehru-Eisenhower de décembre. Ainsi vont les choses, et ainsi le rôle de « leader international » que des naïfs persistent à accorder à Jawaharlal Nehru ne se réduit-il plus qu'à celui d'agent, conscient ou inconscient, de l'impérialisme soviétique et du bolchevisme universel. En effet, la vraie raison de la visite de l'Indien aux U.S.A. était de négocier avec le président américain la future admission de la Chine communiste à l'O.N.U. On sait ce qu'il faut penser de cette organisation dite des Nations-Unies, dont la malfaisance et le criminel aveuglement conduisirent récemment son membre le plus puissant, l'Amérique, à demeurer passif devant la tragédie hongroise et, dans le même temps, à soutenir indirectement l'anti-occidental Nasser. Pour l'Europe, l'O.N.U. n'a aucun sens, sinon celui-ci : c'est un ennemi implacable qui, comme l'humidité ou la poussière, pénètre partout et corromp tout ce qu'il touche. Pour les adversaires de l'Europe, c'est un précieux allié qu'il s'agit de contrôler pour mieux le manœuvrer contre l'Occident. Le président Eisenhower, mal conseillé ou mal inspiré, ayant décidé de n'intervenir dans les différends internationaux que sous le couvert de l'O.N.U., il est tout naturel que le bloc soviétique cherche maintenant par tous les moyens à faire entrer l'énorme Chine communiste à l'O.N.U., où son poids serait décisif. En échange de quoi, Nehru donne la vague impression à Washington d'être moins rigoureusement anti-américain qu'autrefois. Encore faut-il remarquer que le fakir de New-Dehli a plus d'un tour dans son sac : la fin de son anti-américanisme officiel est commandé par la nécessité d'ob-

tenir quelques nouveaux millions de dollars — qui ne viendront évidemment ni de l'U.R.S.S., ni de la Chine — pour financer un second plan quinquennal (on ne dit pas comment le premier a tourné) et le développement industriel qu'implique celui-ci.

Sur la personnalité et les attitudes de Jawaharlal Nehru, on sait aussi ce qu'il faut penser. Dans un article paru ici même, fin 1954, sous le titre de « Nehru contre l'Occident », nous avions montré comment le pandit, sciemment et délibérément, s'acharne à saper les puissances européennes, et comment cet « homme de paix », comme on dit dans les journaux progressistes et marxistes, n'est au fond et tout compte fait qu'un vilain monsieur, un hypocrite avéré et un menteur qui n'égale qu'un Khrouchtchev sanglant et alcoolique. Un leader syndicaliste américain, George Meany, de la A.F.L.-C.I.O., résumant l'autre jour l'opinion de bien de ses compatriotes à l'égard du fakir, l'a qualifié d' « agent de l'Union soviétique ». Un agent, certes, extrêmement habile, diaboliquement habile, puisque son influence ne s'exerce pas seulement sur les nations qui participèrent à la fameuse conférence anti-européenne de Bandœng, mais en Occident même, au sein de tous les groupements de gauche de même que chez les libéraux et chez tous les démocrates indécrottables pour qui Eleanor Roosevelt, Mendès, Bevan, Tito, Stevenson et autres lumières de la « conscience universelle » demeurent des personnalités très valables. Comment le fakir de New-Dehli réussit à exercer son influence en Europe et en Amérique, reste un mystère à éclaircir. Après tout, il faut avoir la tête vraiment lourde et l'entendement tristement bouché pour ne pas avoir compris, devant les singulières prises de position de l'envoyé de Nehru à l'O.N.U., Krishna Menon, lors des débats sur la Hongrie, par exemple, de quel côté se range et se rangera toujours l'Inde, c'est-à-dire du côté de l'U.R.S.S. Malgré tous ses crimes, l'ON.U. a ceci de bon : elle permet de distinguer les tendances, notamment les tendances anticommunistes. Or, lorsque les blindés de Joukov écrasaient sous un déluge de feu la population sans défense de Budapest, on put voir comment réagissaient certains membres suspects de ladite O. N. U. et, précisément, comment a réagi l'Inde (non son peuple, mais son gouvernement et plus exactement le pandit).

Evidemment à l'O.N.U. Krishna Menon, qui est un personnage aussi habile que faux, insidieux et pervers, ne vote que rarement avec le bloc soviétique, de même qu'il ne se range pour

ainsi dire jamais aux côtés des Occidentaux. Il s'abstient. Il s'abstient, et ainsi laisse planer le doute, sème la méfiance, suggère que l'U.R.S.S. a aussi parfois raison, qu'elle est dans son droit... Le 21 octobre 1952, lorsque l'U.R.S.S. demanda que l'O.N.U. écoute les accusations communistes au sujet d'une prétendue « guerre microbienne » de la part des Américains en Corée, la demande fut massivement rejetée, mais l'Inde s'abstint, Quatre jours après, l'Inde votait avec le bloc soviétique contre un ajournement de la discussion au sujet de l'admission de la Chine communiste à l'O.N.U. Elle vota de la même façon, avec les Soviets, lorsque ceux-ci réitérèrent leur demande le 27 mars 1953 au sujet de la « guerre microbienne ». L'Inde s'abstint le 10 décembre 1954 quand l'Assemblée générale de l'O.N.U. condamna Pékin pour garder des prisonniers de guerre américains en violation de l'armistice coréen, mais le 15 septembre 1953, le 21 septembre 1954, le 20 septembre 1955 et le 16 novembre 1956, elle vota chaque fois avec le bloc soviétique pour l'admission de Pékin à l'O.N.U. Et, lors des débats sur la Hongrie, envoi « d'observateurs », enquête sur les déportations, retrait des troupes soviétiques, en date des 4, 9 et 21 novembre 1956, et des 4 et 12 décembre 1956, l'Inde s'abstint à chaque fois, montrant qu'elle se désintéressait autant de l'héroïque petit peuple magyar que des cinquante millions d' « intouchables » qui croupissent chez elle et sont condamnés à une mort lente et certaine. Ce ne sont là que des preuves « en surface ». Ce qui est plus intéressant, c'est ce qui se passe en coulisse. L'influence du socialiste d'extrême-gauche Krishna Menon sur le bloc afro-asiatique de Bandœng à l'O.N.U. est considérable. C'est à lui, en bonne partie, que l'on doit la mise en scène qui aboutit à faire de Nasser une victime et de la France et de la Grande-Bretagne des « agresseurs ». Un jour, Menon insista auprès de Dag Hammarskjold pour recevoir immédiatement l'assurance que la France « ne renforçait pas ses troupes dans la zone du canal de Suez ». Or ses informations à ce sujet émanaient d'un article, qui s'avéra entièrement faux, paru dans la feuille socialiste *« Daily Herald »* de Londres ! Dans le même temps, lorsqu'on apprit que l'armée rouge déportait des milliers de jeunes Hongrois vers la Sibérie, Menon déclara : « Des rumeurs... des bruits... nous n'avons pas de preuves ! » .

Sous Nehru, l'Inde est un impérialisme comme un autre. L'attitude lâche et écœurante de Nehru et Menon devant le drame affreux de la Hongrie ne s'explique pas seulement par

la nécessité de ne pas heurter l'U.R.S.S., mais aussi par une élémentaire mesure de précaution : en admettant que des « observateurs » de l'O.N.U. aient pu parvenir à Budapest, l'Inde ne devait-elle pas s'attendre à semblable « incursion » au Cachemire, qu'elle occupe au mépris de tous les droits, lors des élections à sens unique (c'est-à-dire pour le rattachement à l'Inde) qui doivent avoir lieu prochainement ? On n'ignore pas d'autre part que Nehru est l'allié de Nasser : qu'il convoite avec le dictateur du Caire une main-mise générale sur l'Afrique et le Moyen-Orient n'est pas invraisemblable. Cette main-mise pourrait s'opérer avec le consentement des Soviets. De passage à Londres le 14 décembre dernier, le pandit annonça à Eden qu'il ne considérait pas « l'intervention soviétique au Moyen-Orient comme un danger sérieux ». Nehru est également un bon allié de Tito, et il n'est pas impossible que le vol du canal de Suez ait été préparé lors de la rencontre Nehru-Tito-Nasser à Brioni, sur l'Adriatique, l'été dernier. Si l'Occident veillait vraiment à sa sécurité et au maintien de ses intérêts, il n'exercerait pas seulement sa vigilance sur l'Elbe, mais également sur les diverses pérégrinations de Nehru qui, ouvertement, sous les traits trompeurs d'un conciliateur international, travaille à la chute ouverte et définitive de l'Europe. A cet égard, la récente visite de Nehru à Eisenhower est, pour l'Europe, lourde de dangers futurs. Les deux hommes, bien que dirigeant des Etats impérialistes à plus d'un égard, sont foncièrement hostiles au « colonialisme » européen et à ce qu'il en reste. Ils pourraient peut-être s'entendre sur le dos de la France et de la Grande-Bretagne et, qui sait ? se partager leurs dépouilles... C'est pourquoi les Européens ont tout intérêt à se méfier de Jawaharlal Nehru et à empêcher autant que possible cet « agent des Soviets » de leur nuire.



Le soir de la démission de sir Anthony Eden, Churchill, dans sa retraite campagnarde, assistait une fois de plus à la projection de son film préféré. Le titre ? « Autant en emporte le vent »... Prenons la coïncidence pour ce qu'elle vaut. Vingt-et-un mois au poste suprême suffirent à balayer un premier ministre qui, après Ramsay Macdonald, est probablement le plus médiocre qu'ait connu la Grande-Bretagne au XXe siècle. Le voici éjecté de la vie politique, car sa démission pour personnelle qu'elle soit, a en fait été commandée non seulement par les Etats-Unis et par le parti conservateur menacé de

schisme, mais également par l'ensemble de la situation, nationale et internationale. Depuis mars 1953, lorsque Foster Dulles, nouvellement nommé dans l'Administration Eisenhower, commença à faire pression sur Eden pour que la Grande-Bretagne retire ses troupes de Suez, une mésentente jaillit entre les deux hommes, qui allait bientôt se transformer en haine profonde. La presse américaine a murmuré que Dulles était à l'origine du départ de sir Anthony. Mais Eisenhower n'aimait guère l'Anglais non plus et, alors qu'il fit en décembre dernier, l'honneur tout particulier à Nehru en visite à Washington de supprimer sa conférence de presse traditionnelle, car celle-ci tombait le même jour où le pandit allait recevoir les représentants des journaux U.S., il refusa tout net de voir une seule fois Eden lors de son séjour à la Jamaïque. Dans le parti conservateur lui-même, Eden apparut d'abord comme un homme de gauche — et il suffit de relire la presse travailliste, qui le couvrait de louanges à l'époque de la rencontre des « Grands » à Genève, en juillet 1955, ou lors de la visite des tyrans du Kremlin à Londres, le printemps suivant, pour s'en rendre compte — puis, devant le mécontentement qui gagnait le pays, notamment les classes moyennes odieusement trompées par les promesses électorales non tenues, et les rangs de son propre parti où l'aile droite devenait de plus en plus méfiante à l'égard d'un personnage qui trinquait tout de même un peu trop souvent avec les Soviets (auxquels il devait, rappelons-le en passant, rendre leur visite, entre décembre 1956 et mars 1957), devant ce mécontentement général et grandissant, Eden, dans un geste qui se voulait churchillien mais qui n'eut l'effet que d'un coup de pied dans l'eau, se jeta la tête la première dans l'aventure d'Egypte. On sait la suite...

Il y a environ six ou sept mois, dans une vitrine de Canon street, au cœur de la City, s'étalait une affiche, avec un portrait photographique soigneusement étudié d'Eden, et le slogan que voici : « Working for Peace », œuvrant pour la paix. Or, de quelque côté qu'on l'examine, la carrière d'Eden, celle de diplomate, de ministre des affaires étrangères comme celle si brève de premier ministre, fut extrêmement néfaste, pour la Grande-Bretagne comme pour l'Europe. Le « *New-York Times* », dont nous ne partageons pas souvent les points de vue, mais qui est cependant très sérieux et très bien fait, résumant la carrière d'Eden, a écrit de lui en conclusion : « Il a été un étrange mélange de conciliateur et de maître arrogant, d'homme d'Etat déconcertant à cheval sur les principes et de

politicien pétulant ». C'est une façon élégante de dire qu'au fond, le bonhomme ne valait pas lourd. Contrairement au slogan qui ornait il y a quelque temps l'affiche de Canon street, Eden ne travailla pas pour la paix. Avant 1939, à Londres, il faisait partie du « parti de la guerre », et son départ, qui se voulut fracassant mais qui fut assez futile, du cabinet Chamberlain l'indique bien. Anti-munichois, Eden fut partisan des sanctions contre l'Italie, et sa sympathie alla aux rouges lors de la guerre de libération espagnole. Il fut aussi le « Dandy de la S.d.N. », et cette S.d.N., en entérinant les injustices de Versailles à l'égard de l'Allemagne, préparait la guerre. Non, Eden n'œuvra pas pour la paix avant 1939. Et après ? Lieutenant de Churchill pendant le second conflit mondial, il a donc participé aux sordides marchandages de Téhéran et de Yalta, et porte donc une part des responsabilités de l'état actuel du monde, notamment de la division de l'Allemagne, de la soviétisation de cent millions d'Européens de l'Est et du déclin général de notre continent. Eden fut l'une des figures du « parti de la guerre » avant 1939 à Londres, et l'un des leaders tant à Genève que partout ailleurs du clan antifasciste et de la « croisade des démocraties ». Or, tout antifasciste est un allié, inconscient ou non, du bolchevisme et des Soviets. En avril 1955, succédant à Churchill, Eden se fit le protagoniste d'une rencontre à quatre à Genève, qui eut lieu en juillet, avec MM. Eisenhower, Boulganine et Faure. Ce dernier accepta vite, de même que le Soviétique, qui avait deviné l'occasion de lancer une campagne de propagande sans précédent ; quant à Eisenhower, il accepta à condition que la Grande-Bretagne à l'O.N.U. cesse de soutenir la candidature de la Chine communiste. La rencontre de Genève servit à endormir l'Occident et à permettre aux Soviets de s'emparer de nouvelles positions. C'est à l'occasion de cette rencontre qu'Eden invita Boulganine et son compère Khrouchtchev à Londres. En plus de ce qu'elle avait de simplement scandaleux du seul point de vue humain, la visite fut le clou de la politique d'apaisement, de coexistence et de collaboration économique qu'Eden entendait suivre à l'égard de l'U.R.S.S., par-dessus l'Amérique et l'Europe. En octobre 1955, pour préparer le terrain et la future visite des Soviétiques, Eden avait dépêché son Foreign secretary Macmillan à Genève, lors de la conférence des quatre ministres des affaires étrangères. Macmillan en revint ébloui : « There ain't going to be no war no more ! »

jeta-t-il triomphalement. « Il n'y aura plus de guerre ! » On ne sait lequel des deux, de Macmillan ou d'Eden, fut alors le plus sot, le plus fourbe et le plus honteusement démagogue.

***

En effet, le slogan lancé par Macmillan gît, lamentable et éteint, le long de Whitehall où l'on dresse le bilan de la catastrophique « petite guerre » faite à Gamal Abdel Nasser, de même qu'il évoque un souvenir gonflé de rage, à la pensée de la tragédie hongroise, des vingt mille morts de Budapest, et de la ruée soviétique au Moyen-Orient par les Dardanelles, la Syrie et l'Egypte, sans parler de l'Albanie qui constitue une précieuse plate-forme russe en Méditerranée. Au total, la carrière d'Eden fut donc néfaste et funeste. Elle jalonne en quelque sorte la chute de la Grande-Bretagne, de premier empire du monde avant 1939 à puissance de deuxième ordre aujourd'hui dont les ballons d'oxygène sont constamment fournis par l'Amérique. Or on ne peut citer une seule action positive au cours de cette carrière. Eden ne fit rien pour sauver son pays de la guerre, au contraire il appela celle-ci. Ses vues diplomatiques étaient commandées par l'antifascisme pathologique dont il souffrait. Jamais, à aucun moment, il ne songea au destin de l'Europe, et, ce qui est pire au point de vue anglais, à l'avenir du « British empire » après la guerre. Quant à sa politique d'après-guerre, elle fut marquée par le désir de s'entendre avec l'U.R.S.S. ; se réconcilier avec l'Allemagne ne fut jamais dans ses préoccupations (au contraire, par souci d'étouffer tout mouvement national chez les Allemands, il fabriqua de toutes pièces avec le haut-commissaire d'alors, sir Ivone Kirckpatrick sauf erreur, le célèbre « complot Naumann ») ; et l'unité de l'Europe fut toujours le cadet de ses soucis. Bref, le départ d'Eden est autre chose qu'une démission : c'est un constat de faillite.

Malheureusement, ce n'est pas lui qui payera la note. Eden, qui semblait avoir une conception assez curieuse et particulière de ses fonctions, puisqu'au beau milieu de la crise économico-militaire dont la Grande-Bretagne était victime à la suite de l'opération avortée d'Egypte, il partit trois semaines se reposer sous le soleil des Antilles (« Hitler et Mussolini n'auraient pas fait cela ! » écrivit alors, dans un mouvement de colère, le fils même de sir Winston, le journaliste Randolph Churchill), Eden vient en effet, au moment où nous rédigeons ces lignes, de s'embarquer pour un voyage en Nouvelle-Zé-

lande. Le peuple anglais, lui, n'a pas cette chance. Il sent déjà les conséquences du catastrophique passage au gouvernement d'Eden, et il le sentira encore bien davantage dans les semaines à venir. On estime que les effets de l'aventure au pays des pharaons pèseront de tout leur poids à partir de fin flévrier et début mars. La situation économique de la Grande-Bretagne n'en est pas moins déjà extrêmement précaire. Le rationnement de l'essence, intervenu le 17 décembre dernier, affecte l'ensemble de la vie nationale. Les prix vont monter. La dislocation des ressources du pétrole du Moyen-Orient, les délais plus longs dans l'obtention de matières premières indispensables aux industries d'exportation, le relèvement du coût de la production, vont diminuer la puissance de l'économie britannique qui doit jouer serré sur les marchés mondiaux depuis le retour en force de la concurrence de l'Allemagne et du Japon produisant mieux, plus vite et moins cher. Or, la Grande-Bretagne, on l'a souvent expliqué ici, doit depuis le sensible amenuisement des ressources impériales, « exporter pour vivre ». Analysant avec intelligence la situation britannique, fin décembre, l'envoyé spécial du « *New-York World Telegram* » à Londres observait : « Les ennuis actuels de la Grande-Bretagne ne sont ni superficiels, ni temporaires. Au contraire, ils sont probablement les plus graves qu'elle ait eu à subir depuis le commencement du siècle, Le fait qu'ils soient moins spectaculaires que beaucoup d'autres dans le passé les rend plus difficiles encore à surmonter ». Et il ajoute : « La Grande-Bretagne est finie en tant que puissance mondiale de premier rang. Elle ne peut plus s'aligner sur le rang de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis. Sa tâche est de transformer sa puissance politique, économique et militaire déclinante en un nouveau type de force dans lequel la qualité supérieure compensera la quantité perdue ».

Dans le domaine international, les choses ne vont guère mieux. Le Commonwealth adopta une attitude carrément hostile à l'égard de Londres lors de l'intervention militaire franco-britannique en Egypte. Si le Kenya est maintenant plus ou moins débarrassé de ses Mau-Mau, par contre Chypre est en feu et l'émeute gronde toujours dans les six comtés irlandais du Nord rattachés à la Couronne britannique. Il y a eu des désordres graves à Singapour. La Malaisie, qui marche sur la voie de l'indépendance, n'est pas à l'écart du danger communiste ; des bandes terroristes continuent d'écumer sa jungle. Des élections doivent avoir lieu bientôt pour désigner un gouvernement autonome en Guyane, où le Dr Cheddi Jagan,

marxiste avéré qui jouit de l'appui de Nehru, va chercher à s'emparer du pouvoir comme lors de la sédition de 1953 perpétrée par lui, sa femme et leurs acolytes. La Grande-Bretagne va chercher d'autre part à réduire ses engagements internationaux, ce qui montre bien sa faiblesse présente ; il est question de réduire le contingent britannique en Allemagne et d'abandonner la Libye. L'appui financier apporté jusqu'ici à la Jordanie nesera pas renouvelé. Il est également question de supprimer une partie des frais (trente millions de livres par an) occasionnés par les neuf bataillons qui défendent Hong-Kong en Asie. Bref, dans tous les domaines et sur tous les plans, le déclin britannique est général, implacable, inexorable. Churchill d'abord, Eden ensuite, ont bien travaillé...

⁂

Que peut, dans ces conditions, Harold Macmillan, le nouveau premier ministre ? Macmillan, qui est un Ecossais dont la mère était américaine, est une sorte d'aristocrate type XIXe siècle, possédant un cerveau « atomique ». Bien qu'ayant été, comme Eden, anti-munichois, partisan des sanctions contre l'Italie, puis tout récemment, de l'apaisement à l'égard des Soviets, il semble plus flexible, plus réaliste aussi, que son ancien « patron ». Sa tâche sera lourde : résoudre la crise économique et arrêter le démembrement définitif de l'empire. Chancelier de l'Echiquier, Macmillan lança l'idée d'une union commerciale libre Europe occidentale-Commonwealth. Celle-ci permettrait au marchand de laine de Bradford ou au fabricant de souliers de Leicester d'exporter sans entraves à Paris, Francfort, Rome et Athènes. Le fait que le cabinet Macmillan soit un cabinet d'hommes d'affaires indique que le nouveau premier ministre est décidé à remettre de l'ordre dans les affaires économiques du pays. Ce cabinet, au demeurant, n'offre pas de changements suffisamment importants (par rapport à celui d'Eden) pour qu'on les relève ici. L'un de ses personnages les moins antipathiques est Alan Lennox-Boyd, qui défendit avant 1939 Mussolini et Franco, et soutint Chamberlain au moment de Munich. Mais Lennox-Boyd n'est que ministre des colonies et, du train où vont les choses, des colonies il n'y en aura bientôt plus...

Pierre HOFSTETTER.

Le sandwich algérien

En janvier dernier, 27 nouvelles entreprises de Casablanca ont déposé leur bilan pendant que 16.300 chômeurs se faisaient inscrire. A Tanger, en même temps que les agences de cinq banques espagnoles et anglo-saxonnes fermaient leurs portes, le nombre des chômeurs augmentait de 4.000. Nous pourrions ajouter à cette liste. A quoi bon, ces faits ne confirment que les autres renseignements du même genre que nous avons donnés précédemment.

Il y a peut-être un petit peu plus d'ordre en Tunisie, mais ce n'est guère meilleur.

Que se passe-t-il ?

Quelque chose d'excessivement dangereux pour l'Algérie.

En éliminant rapidement, massivement, cadres et techniciens français, chacun crut que les anciens protectorats n'aspiraient qu'à jouir pleinement de leur nouvelle indépendance En réalité, ils voulaient être seuls pour taper dans la caisse à leur aise. Et les puissants du jour ne s'en privèrent pas ! Au Maroc en particulier. Mais comme ils molestèrent en même temps les Européens sources vives essentielles de l'activité économique productive d'impôts, ceux-ci commencèrent à s'en aller, les Israélites émigrèrent ou cessèrent leurs activités, bref le Trésor public donna des signes d'essoufflement. Il y a déjà longtemps que des banques ont reçu l'ordre de transférer leur liquide à la Banque d'Etat. Simple palliatif ! Le Maroc a doublé le prix de l'essence, augmenté les tarifs télégraphiques et postaux, les taxes, etc... Les gouverneurs se servent, leurs parents et amis aussi. Les listes civiles des « tenants » du pouvoir sont effarantes. Tunis et Rabat sont en quête d'argent.

La France, pour que la mauvaise humeur des pouvoirs locaux ne retombe pas sur la tête des Français de Tunisie et du Maroc, a financé, finance encore, ces pays qui arment les rebelles algériens de plus en plus ouvertement. Une partie des 48 milliards soutirés aux contribuables français servira, dit-on, à

indemniser les Français spoliés, chassés ou sinistrés. Un tiers serait consacré à ces compensations. Il ne restera guère de « liquide » pour ces pays redevenus féodaux sous des étiquettes diverses. Où trouver cet argent ?

Certains pays étrangers sont prêts à des sacrifices financiers, mais aucun n'est aussi benêt que la France. Donnant, donnant, aide financière contre avantages économiques voire monopoles et directions politiques. Autrement dit, passage de la tutelle française avouée sous une tutelle étrangère occulte. Mais que dira la masse ou l'adversaire extérieur ? Celui qui acceptera la manœuvre ne risque-t-il pas sa place ? Et pourtant, l'argent est nécessaire sous peine de sauter d'une autre manière. Tel est le problème des anciens protectorats, espèce de chiens tenus en laisse que des conseillers étrangers affament et appâtent pour mieux les lancer sur l'Algérie sous quelque prétexte idéologique.

Ce gâchis intérieur, cette *siba* traditionnelle musulmane, sont des événements graves en puissance. Les nationalisations de Nasser, l'« égyptianisation », la suppression pure et simple des biens israélites, les expulsions de gens obligés de tout abandonner, sont encore des moyens de remplir momentanément les caisses. Déjà Tunis interdit aux agriculteurs français d'emmener leur matériel en quittant le pays. Nous verrons mieux. Le chômage grandissant, le mécontentement augmente, le mercantilisme s'étend. Une habile propagande charge les Français de ces maux ; la hargne contre ceux qui s'obstinent à demeurer croit chaque jour. Mais lorsqu'ils auront été pillés, surimposés, les caisses n'en seront pas plus riches. *Le musulman n'a jamais été un organisateur à longue échéance.* Assurer le tran-tran, passe encore, mais l'Arabe est, en général, l'imprévoyance personnifiée. A partir de ce moment, l'opération devient dangereuse.

Pour éviter les désordres intérieurs, on canalise le mécontentement vers l'extérieur, en l'occurence vers l'Algérie « victime des colonialistes ». La France sera-t-elle acculée à une véritable guerre — avec tout ce que comporte d'horrible ce mot en pays musulman — en Algérie ?

Par Tanger, avouons que nous avons de mauvaises nouvelles — pour nous — au Maroc. Depuis surtout fin décembre, de très importantes livraisons d'armes ont lieu par l'ancien Maroc espagnol. Pas seulement des armes dites légères, mais armes anti-chars et obusiers, canons légers assure-t-on. Serait-ce pour aller à la conquête de l'Espagne ? Nous ne le pensons pas. Pourquoi le Maroc a-t-il besoin de tant d'armes

alors que la France vient de lui offrir des avions et 190 cadets formés à Saint-Cyr ?

En Tunisie, les groupes entraînés par des « techniciens » renforcent les rebelles algériens avec armes et bagages. Plusieurs ont été interceptés au sud-est de Tebessa. Mais, à Tunis, il y a une importante nouveauté depuis le voyage de M. Habib Bourguiba à Washington, fin 1956.

M. Bourguiba est affilié à une confrérie internationale qui sert beaucoup les clans - affairo-politiques américains. De plus, il sort de Sciences Po. Très occidentalisé, marié à une Française, il est ouvert à tous les grands problèmes. Ce qui lui permit d'être l'hôte d'honneur d'un banquet d'hommes d'affaires à New-York. Un banquet où se trouvait, par simple hasard, un certain nombre de représentants des pétroliers américains qui se montrèrent très fraternels et convaincus du démocratisme du leader tunisien. Il est important, pour comprendre la suite, de savoir que depuis déjà plusieurs mois, les Américains misent de moins en moins sur le sultan du Maroc et davantage sur le P.D.I. pour l'instauration d'une république marocaine. M. Bourguiba est, pour le Département d'Etat, un monsieur plus sérieux, plus près de la compréhension yankee que le prince Hassan par exemple qui ne fut pas reçu par les autorités de Washington alors que M. Bourguiba eut cet honneur. Cette nuance soulignée, le chef du gouvernement tunisien revint de son voyage américain avec une auréole nouvelle : celle de *leader républicain de l'Afrique du Nord* (Sahara pétrolifère y compris bien entendu).

Simple indice. M. Bourguiba avait pour rival, au point de vue populaire, un homme jeune, occidentalisé comme lui, M. Ahmed ben Salah, ancien étudiant parisien, parfait organisateur et homme de tête ; il était le secrétaire général de l'*Union Générale des Travailleurs Tunisiens* (U.G.T.T.). Son programme (république genre titiste), la nomination de délégués (et non l'élection), la promesse de l'éviction de la grande bourgeoisie tunisienne, lui amenèrent la faveur des foules. C'était l'homme qui « montait » et commençait à déborder Bourguiba. Or, peu de temps après le retour des Etats-Unis de M. Bourguiba, M. Ahmed ben Salah était remplacé par son adjoint M. Tlili, homme moins connu et moins répandu dans le public, donc menace de concurrence écartée de la tête du « frère » Bourguiba.

Qu'y a-t-il de singulier dans ce changement ?

Oh ! tout simplement que l'*Union Générale des Travailleurs Tunisiens* est affiliée à la *Confédération Internationale des Syndicats Libres* d'obédience américaine non masquée avec MM. Irving Brown, Krane et quelques autres. M. Bourguiba ayant moins à se préoccuper de défendre sa place aura davantage de prestige comme leader d'une fédération républicaine nord-africaine.

Reconnaissons que le tour est joliment joué.

Sauf pour la France.

Remarquons aussi que les Russes, mieux renseignés que la presse française (y compris l'algérienne) sur cette évolution, ne sont peut-être pas étrangers aux mouvements de syndicats dissidents qui se sont produits à Tunis au début de février 1957.

A l'Est, l'ombre d'un drapeau étoilé.

A l'Ouest, les ombres de drapeaux égypto-soviétiques.

L'Algérie est au milieu grâce aux autonomies internes transformées en indépendances en mars 1956.

Que se prépare-t-il ?

« Chut, dit-on à Tanger, à Tétouan et à Mellila. Vous le verrez en 1958 ! Nous, nous ne sommes pas pressés ! Pour l'instant il s'agit qu'*ILS* tiennent encore. »

« *Ils* », les rebelles algériens.

Pierre FONTAINE.

CHRONIQUE DU MOIS

Feu vert pour l'Europe

L'accord intervenu le 20 Février à Paris sur le marché commun entre les chefs des gouvernements des six pays de l'Europe occidentale après des mois de négociations laborieuses et d'ailleurs délicates, où l'on put craindre à plusieurs reprises que l'on ne parviendrait jamais au but, a levé les derniers obstacles qui, il y a quelques semaines à peine, s'opposaient à la signature du Traité.

On peut maintenant espérer que, sauf imprévu, celle-ci aura lieu à Rome dans le courant du mois prochain et qu'une expérience d'une importance sans doute décisive pour l'avenir de l'Europe pourra rapidement commencer à condition, naturellement, que ne se réédite pas au parlement français le mauvais coup dont fut victime la C.E.D.

Sans pécher par optimisme, on peut raisonnablement penser que cette éventualité est, compte tenu des réactions enregistrées en Janvier au Parlement où une assez large majorité s'est dégagée en faveur du marché commun, assez improbable. Sans doute il faut prendre garde aux intrigues qui se nouent ci et là et qui ne manqueront pas de se développer au cours des prochaines semaines, mais il ne faut pas en surestimer le danger, et ceci pour deux raisons :

La première est que le patronat français où s'étaient exprimées de sérieuses objections, dont il a d'ailleurs été tenu compte pas nos partenaires, motivées par la disparité des charges sociales et fiscales supportées par les économies des six pays de la C.E.C.A. s'est finalement rallié à l'idée de l'unité économique de l'Europe et a récemment, dans une brochure consacrée par le C.N.P.F. au marché commun, exprimé l'avis qu'une « législation européenne commune dans les domaines monétaire, financier, social, fiscal et économique » pouvait seule assurer le maintien de cette unité.

Il semble donc douteux qu'une campagne analogue par ses moyens et son ampleur à celle qui avait été menée contre la C.E.D. bénéficie d'un appui important du grand patronat.

La seconde est d'ordre parlementaire. Il semble improbable que les adversaires du marché commun parviennent à rallier autour d'eux, si le débat de ratification intervient dans un délai raisonnable, la majorité du parlement. Il ne faut pas oublier en

effet que la C.E.D. n'a pu être repoussée que grâce à la division du groupe socialiste et à l'influence qu'exerçait alors Mendès-France sur la majorité du groupe radical, et une fraction non négligeable de la droite. C'étaient là deux atouts sur lesquels ne pourront plus compter les adversaires de l'Europe. Le projet de traité n'a suscité jusqu'à maintenant aucune opposition notable chez les socialistes où la discipline de vote jouera, surtout s'ils sont encore au pouvoir, d'une manière rigoureuse. Quant à la position de Mendès-France, elle est de plus en plus minoritaire au sein du groupe radical où s'affirme de plus en plus l'influence de M. Maurice Faure qui est à la fois l'un des artisans et l'un des plus ardents défenseurs du traité.

Nous espérons que nous pourrons, dans notre prochain numéro, faire une analyse détaillée du projet de traité, des perspectives qu'il ouvre et des critiques qu'on peut lui faire, analyse qui débordait largement le cadre de cette chronique et qu'il était au surplus difficile de faire d'une manière sérieuse et objective, le texte du projet de traité n'ayant pas encore été rendu public.

La Pologne victime de la politique atlantique

Le résultat des élections polonaises a été accueilli dans les pays de l'Alliance atlantique avec une satisfaction à peu près générale. Cette satisfaction n'exprime rien d'autre que le soulagement honteux de gens qui ayant laissé écraser, sans réagir autrement que par des imprécations dérisoires contre la tyrannie et de nobles discours sur la liberté, la Révolution hongroise, tremblaient à l'idée que les folles imprudences auxquelles l'exemple des insurgés de Budapest risquait d'entraîner un peuple qui n'a en effet pas souvent donné dans le passé des preuves de bon sens et de maturité politique, les obligeraient à avouer une fois de plus leur impuissance à défendre autrement qu'en paroles la liberté des peuples et démasqueraient leur hypocrisie. Tout se passe en effet comme s'il ne devait plus jamais être question de remettre en cause le partage de l'Europe réalisé à Yalta et à Potsdam.

A Washington, M. Foster Dulles qui affirmait il n'y a pas si longtemps que les républicains n'accepteraient pas de considérer comme définitives les conséquences des erreurs rooseveltiennes et qui proclamait la ferme intention des Etats-Unis de substituer à l'égard du communisme la politique du refoulement à celle de l'endiguement menée par l'équipe Truman-Acheson, s'est vivement félicité du triomphe de M. Gomulka. Certes, M.

Gomulka est communiste et l'on sait que M. Foster Dulles n'aime pas les communistes ; mais c'est un communiste « national », c'est-à-dire aujourd'hui, pour le secrétaire d'Etat, un bon communiste, auquel il invite la catholique Pologne à être obéissante et fidèle. Ainsi se précise l'évolution de la politique américaine à l'égard des nations asservies d'Europe orientale. Cette évolution que nous avions annoncée il y a quelques mois en présentant un article du journaliste suisse Hans Fleig (n° 34 de D.O.) a pour but de favoriser, grâce au maintien de la division actuelle de l'Allemagne, la création de régimes plus ou moins « titistes » dans les Etats satellites. Elle est conforme aux objectifs véritables de la politique atlantique qui n'ont jamais consisté à rechercher la réunification de l'Allemagne et la reconstitution d'une Europe libre **dans ses frontières de 1939,** mais seulement à défendre la frontière de guerre qui coupe l'Europe en deux depuis 1945 et à garantir aux Etats-Unis le résultat de leur victoire sur l'Allemagne, c'est-à-dire le contrôle politique et économique de l'Europe occidentale. Elle peut s'accompagner, et c'est ce que traduit le soutien que les Etats-Unis semblent décidés à accorder à des régimes nationaux-communistes, tels que celui de Gomulka, de la recherche d'un affaiblissement à long terme de l'Union Soviétique, cette recherche ne s'inscrit pas dans les perspectives d'une politique de restauration de l'Europe, mais dans celles de la compétition américano-russe pour le gouvernement mondial.

Remarques sur l'élection de la rive gauche

Survenant un peu plus de deux mois après l'échec de l'intervention militaire franco-britannique dans le conflit israélo-égyptien et l'écrasement de la révolution hongroise, l'élection du Ier secteur de Paris revêtait une importance considérable. Ses résultats ont montré d'une manière extrêmement nette :

1°) Que l'opinion publique ne faisait pas grief au gouvernement et aux partis qui l'ont soutenu de l'échec politique de l'expédition d'Egypte et de ses graves conséquences économiques. Il se peut qu'elle aperçoive mal certaines d'entres elles parce qu'elles ne sont pas immédiates, toujours est-il que les candidats des partis qui avaient approuvé « l'opération mousquetaire » ont recueilli au premier et au deuxième tour 65 % et 70 % des suffrages ;

2°) Que le parti communiste, contrairement à ce que l'on a généralement afffirmé n'avait pas subi le contre-coup de l'émotion soulevée par les tragiques événements de Budapest. Sans doute perd-il une part importante des suffrages qu'il avait

obtenus le 2 Janvier 1956, mais le pourcentage de ceux-ci reste à peu près le même (23 % contre 26 %) et, comme le montre à l'évidence une comparaison avec l'élection partielle de 1952 où il avait obtenu le même nombre de voix (72.525 contre 72.374), ce recul s'explique par le fait que, tout au moins aux élections partielles, on vote moins dans les milieux populaires que dans la bourgeoisie.

Le succès du candidat de M. Frédéric Dupont ne traduit nullement du reste un progrès des « indépendants » comme l'a prétendu M. Roger Duchet. Au premier tour, M. Tardieu n'a pas eu plus de voix que n'en avait eues la liste « modérée » le 2 Janvier 1956 et, au deuxième tour, il n'en a obtenu davantage que M. Coirre en 1952 que grâce à l'augmentation depuis cinq ans du nombre des inscrits.

En fait, le succès de M. Tardieu est en grande partie du à l'effondrement du Mendésisme et à l'échec de Poujade.

Le premier est spectaculaire et traduit d'une manière brutale la déception provoquée dans certains milieux bourgeois et intellectuels par les équivoques et les contradictions mendésiennes. Comme tout l'annonce, il va ou bien hâter une nouvelle scission du parti radical et accélérer l'évolution du mendésisme vers le progressisme — mais ce sera le progressisme des affairistes —, ou bien mettre fin aux ambitions de M. Mendès-France qui retrouvera la position solitaire qui fut la sienne jusqu'en 1954.

Quant à l'échec de Poujade, il a sévèrement sanctionné une série d'erreurs et d'incohérences qui ont montré qu'il manquait encore d'expérience politique et que l'improvisation n'était pas toujours payante.

La première erreur a été de se présenter à Paris où l'influence du poujadisme reste d'une manière générale limitée et de le faire dans un secteur où la position solidement assise de M. Frédéric-Dupont ne laissait que peu de chances, étant donné qu'il s'agissait d'un scrutin à deux tours, à une candidature concurrente de celle qu'il patronnait.

La seconde a été de décider brusquement cette candidature à la veille du deuxième tour, après avoir invité les électeurs, avant le premier tour, a boycotter le scrutin et laissé étourdiment courir, après le premier tour, le bruit d'une candidature du général Faure. Tout, dans ces contradictions, revèlait la complète improvisation d'une décision qui, alors que les jeux étaient faits puisqu'il était certain que les désistements ne joueraient pas en sa faveur, ont pu faire douter certains du bon sens de Poujade.

La troisième erreur, conséquence des deux premières, était de mettre en jeu son prestige et son autorité en courant le risque d'obtenir finalement moins de voix sur la rive gauche que n'en avait eues l'an dernier Jean-Marie Le Pen qui venait de rompre avec éclat avec le Poujadisme, alors que Poujade avait toujours affirmé que ses députés n'étaient rien sans lui.

Si sévère que soit cet échec nous ne croyons pas pourtant qu'il signifie, comme on s'est empressé de l'affirmer un peu partout, la fin du poujadisme. Certes, il affaiblit l'autorité de Poujade au sein de son mouvement, surtout sur le groupe parlementaire U.F.F. où il n'est pas exclu que se produisent de nouveaux départs qui profiteront à la droite ou au centre. Mais le poujadisme n'étant pas un mouvement politique classique, il est moins vulnérable que d'autres à un échec électoral. Ayant encore de solides assises professionnelles et provinciales comme l'ont montré récemment les élections aux chambres de métiers, il peut, à condition d'accomplir un effort doctrinal sérieux et de savoir prendre les contacts nécessaires, tenter de relancer une action politique originale et féconde sur une base syndicaliste.

L'Algérie devant l'O.N.U.

Les débats consacrés par la commission politique et l'assemblée générale de l'O.N.U. à l'Algérie ont eu pour résultat l'internationalisation du problème algérien.

La motion de compromis qui a finalement été votée par l'assemblée générale ne contient certes aucune affirmation formelle de la compétence de l'O.N.U. à intervenir en Algérie et elle se borne à formuler l'espoir qu'une solution « pacifique, démocratique et juste » sera trouvée « conformément aux principes de la charte des Nations Unies » ; il n'est pas question du « peuple algérien » et de son droit à l'indépendance, ce qui constitue incontestablement un échec moral pour la rébellion et pour les extrémistes du nationalisme arabe ; mais les termes en sont assez ambigus pour prêter aux interprétations les plus contradictoires et il reste que, comme le dit le préambule de la motion, l'O.N.U. a « discuté la question algérienne » et « considéré la situation » qui y règne. C'est à cause de cela que l'on peut dire que le problème algérien n'est, d'ores et déjà, plus un problème purement français.

N'aurait-il pas été préférable, étant donné ce résultat, de s'abstenir de participer aux débats de l'O.N.U., comme le fait l'Union Sud-Africaine depuis que l'organisation internationale s'est arrogé le droit de condamner la politique de « l'apartheid » ? Il n'est pas facile de répondre d'emblée à cette question par oui ou par non.

On a dit, et c'est sans aucun doute vrai, que notre absence n'aurait pas empêché l'internationalisation du problème algérien et qu'au contraire notre présence et l'intense effort d'information fait par notre délégation et principalement par M. Jacques Soustelle avant l'ouverture des débats, nous avaient très proba-

blement évité l'affirmation formelle par l'O.N.U. de sa compétence, une condamnation en bonne et due forme et la reconnaissance du droit de l'Algérie à son indépendance.

Il est en outre à peu près certain que nous n'avons obtenu le soutien des Etats-Unis, à des conditions sur lesquelles nous aimerions d'ailleurs avoir quelques éclaircissements — on chuchote ici et là que les U.S.A. auraient obtenu en contre-partie une participation à l'exploitation des pétroles sahariens — que dans la mesure où nous acceptions de participer aux débats. Notre refus n'aurait certainement pas manqué de causer une vive irritation à Washington où l'on tend de plus en plus depuis quelques mois à faire de l'O.N.U. le principal instrument de la politique mondiale des Etats-Unis ; il aurait renforcé au Département d'Etat l'influence des milieux favorables au bloc afro-asiatique et, en entraînant sinon un vote hostile du moins l'abstention de la délégation américaine, il risquait de provoquer une crise grave des rapports franco-américains et, par contrecoup, de l'alliance atlantique. Notre position à l'égard de cette alliance étant sufffisamment connue de nos lecteurs, nous avons tenu à souligner objectivement ce dernier point à l'intention des nationalistes français qui, dans l'affaire de Suez, ont approuvé sans réserve l'attitude américaine et condamné avec violence notre action militaire parce qu'elle menaçait de ruiner l'alliance atlantique, et qui reprochent maintenant au gouvernement d'avoir accepté de plaider le dossier algérien devant l'O.N.U. On peut encore porter à l'actif de notre présence le fait que grâce à l'appui qu'elle nous a valu de la part des Etats-Unis, elle a provoqué, et c'est probablement là l'événement le plus marquant de ces dernières semaines, une dissociation du bloc afro-asiatique. On a beaucoup remarqué en effet l'attitude très modérée adoptée par le Japon, les Philippines et la Thaïlande, le Japon semblant manifestement désireux depuis quelque temps de supplanter l'Inde à la direction des pays asiatiques. Celle-ci ayant été condamnée à rester à l'arrière-plan pendant toute la durée des débats à cause de la situation embarrassante dans laquelle la mettaient, tant à l'égard de l'O.N.U. qu'à l'égard de l'Islam, l'hypocrisie et le cynisme de Nehru dans l'affaire du Cachemire, les cinq pays arabes, l'Egypte, la Syrie, l'Irak, la Jordanie et l'Arabie Séoudite se sont trouvés brusquement isolés et leur isolement au sein du bloc afro-asiatique s'est doublé d'un isolement au sein même des nations islamiques qui a été souligné par la modération de pays comme la Turquie, le Liban, l'Iran et le Pakistan.

Les excès de langage du délégué syrien, M. Farid Zeineddine, accusant notre pays de génocide, la passion et la mauvaise foi avec lesquelles il prétendit dresser le bilan d'un siècle de présence française en Algérie et son attaque contre l'Eurafrique, destinée selon lui à détourner la « nation » algérienne de ses nations sœurs, ont manifestement manqué leur but. Ils n'ont

fait que souligner bien inutilement l'étrange souci qu'ont les nationalistes arabes, manœuvrés par les impérialismes américain et soviétique, de s'affirmer contre l'intérêt même de leurs pays, comme les ennemis jurés non seulement de notre pays mais de l'Occident tout entier avec lesquels pourtant tout leur commande de rechercher les bases d'un accord durable.

Ces remarques faites, il nous paraît difficile de soutenir que notre participation aux débats de l'O.N.U. n'a eu que des effets heureux et qu'elle facilitera la solution du problème algérien. Nous ne disons pas cela parce que nous estimons que le fait d'avoir ouvert et défendu notre dossier algérien devant l'O.N.U. implique de notre part une reconnaissance sinon en droit du moins en fait, de sa compétence bien que tel en ait été le résultat pratique. La question de la compétence ou de l'incompétence de l'O.N.U. soulève en effet un problème purement juridique dont l'importance nous apparaît en fin de compte comme très relative. Comme le soulignait très justement M. Charles Morazé dans une interview accordée au journal « Combat », le droit ne vaut jamais qu'en fonction de ses « correspondances » politiques.

Si, en effet, notre droit de souveraineté sur l'Algérie est contesté par les uns et mis en question par les autres et si l'O.N.U. se juge, en violation des règles qu'elle s'est donnée, habilitée, sinon à intervenir immédiatement dans un conflit dont le réglement n'est pas en droit de sa compétence, du moins à donner son avis sur la solution qui lui sera donnée et à faire des recommandations en vue de cette solution, et si ces deux faits sont inquiétants et hypothèquent lourdement le réglement du problème algérien c'est parce que le régime a fait de la France un grand corps sans cerveau, sans nerfs et sans volonté.

Quand l'O.N.U. a « discuté » la « question » hongroise puis celle du Cachemire et « considéré la situation » qui les posait, elle a bien, comme dans l'affaire algérienne, affirmé sa compétence, mais cette affirmation est restée lettre morte et ni l'U.R.S.S., ni l'Inde de Nehru n'ont manifesté le moindre empressement à leur apporter les solutions « démocratiques et justes », c'est-à-dire contraires à leurs intérêts, que nous nous sommes implicitement engagés vis-à-vis d'elle à faire prévaloir en Algérie. On dira sans doute que l'U.R.S.S. est une grande puissance et que les intérêts des grandes puissances ne s'inclinent pas souvent devant les principes de la Démocratie, mais l'Inde ? Il est vrai que M. Nehru s'est acquis la compréhension et l'amitié de M. Eisenhower...

La conséquence la plus grave de notre participation aux débats, bien autrement dangereuse que celles résultant d'une reconnaissance plus ou moins explicite de la compétence de principe de l'O.N.U., réside dans l'engagement, **qu'elle n'exigeait pas de nous,** que M. Pineau a pris vis-à-vis d'elle, d'appliquer la

solution « libérale » et, comme dit la motion de l'assemblée générale, « démocratique et juste » que M. Mollet avait définie quelques semaines plus tôt dans sa déclaration d'intentions. Or cette solution d'une rare incohérence de principes est à la fois inacceptable et inapplicable.

Elle est inacceptable parce qu'elle prévoit des élections au collège unique qui, en faisant jouer la loi du nombre, que pourtant M. Guy Mollet, en démocrate inconséquent, refuse à la majorité arabo-berbère le droit de dicter à la minorité française, priverait cette dernière de tous droits politiques réels. Elle l'est davantage encore parce qu'elle comporte la création d'un exécutif et d'un législatif algériens qui conduiront inévitablement à la sécession de l'Algérie.

Elle est d'autre part inapplicable puisqu'elle a été repoussée d'emblée par le F.L.N. et même par les personnalités musulmanes modérées qui se sont récemment groupées autour de M. Farès, ancien président de l'Assemblée algérienne.

Elle est enfin équivoque dans l'exposé de sa phase préliminaire, c'est-à-dire celle du cessez-le-feu dont il est impossible, tant les déclarations de M. Guy Mollet sont contradictoires sur ce point, de savoir s'il s'accompagnera ou non de conditions politiques et d'un accord ou figureraient en particulier, selon les termes mêmes du président du Conseil : « les garanties essentielles en vue de l'organisation des élections ».

Ce plan extravagant et qui ne correspond à aucune des données essentielles du problème politique et militaire algérien, a de fortes chances d'être repoussé par le Parlement, ce qui aura pour effet inévitable de rouvrir le débat à l'O.N.U. C'est à ce moment-là que l'on apercevra les graves conséquences de l'engagement pris par M. Pineau à l'issue d'un débat dont nous aurions du et pu, à condition d'être circonspects et de garder entière notre liberté de mouvements, exploiter le climat relativement favorable et que l'internationalisation de la question algérienne viendra alors rendre définitivement impossible un réglement conforme à nos intérêts.

Jacques POILLOT.

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

La France est un pays qui fabrique trop de sucre. A tel point qu'on l'exporte et que, le prix français étant trop élevé, l'Etat paie la différence entre le « prix mondial » (qui a bon dos) et le prix de revient. Cet hiver, il y eut crise de sucre à cause du « civisme » (comme dit M. Mollet) des Français. On pouvait croire qu'il suffisait que les machines tournent plus vite pour combler cette lacune ! Il paraît que non et, la **Gazette Agricole**, du député-paysan Henri Dorgères, nous apprend que M. Ramadier fit venir 30.000 tonnes de sucre de la zone dollar payables en devises fortes. Les contribuables seront « sucrés ».

***

« ...Les bilans de la Banque de France accusaient, lors de la prise du pouvoir de M. Guy Mollet, une réserve de devises étrangères voisine de 400 milliards. Elle n'est plus aujourd'hui que de 70 ». Si nous faisions cette constatation sous notre responsabilité nous risquerions un procès pour atteinte au crédit de l'Etat. Mais c'est encore la « Gazette Agricole », journal d'un parlementaire, qui publie ces lignes sous le titre : « Un an de gouvernement Mollet nous a conduits à la dévaluation qui paraît inévitable ». Cela nous rappelle quelque chose... lors du premier cabinet Léon Blum avec son ministre des Finances Vincent Auriol annonçant qu'il ne restait plus que 100 unités dans la caisse pour la fin de mois. Mêmes doctrines, mêmes résultats ?

***

André Tardieu disait : « La S.F.I.O. c'est l'argent des autres, cet argent des contribuables qui devient anonyme lorsqu'il constitue le Trésor public ». Ce qui pourrait d'ailleurs s'appliquer à tous les partis... avec plus ou moins de discrétion !

***

Pour la première fois dans l'histoire du Protocole américain, le Président Eisenhower s'est rendu à l'aérodrome pour accueillir un souverain étranger.

Il s'agit du roi Saoud d'Arabie.

Avis à ceux qui niaient que le Président américain était, avant tout, aux ordres de l' « Aramco », le trust pétrolier américain animé par la « Standard Oil of New-Jersey » qui est, comme on le sait, une affaire Chase Bank-Rockefeller (notre collaborateur Pierre Fontaine doit jubiler d'enregistrer une confirmation aussi éclatante des faits qu'il fut le premier à révéler en France dans ses livres sur le pétrole).

***

Tout de même un peu dure à avaler la pilule Dulles. Il se peut que la sécurité du soldat américain soit plus grande sans la présence de soldats français et anglais ! Sans les camps américains en France, aucun Français ne redouterait les bombes atomiques... Le public non communiste commence à le dire. Un parlementaire britannique a demandé l'évacuation

des camps américains de Grande-Bretagne. C'est ainsi que, petit à petit, Washington pousse l'Europe dans les bras de l'U.R.S.S. Que cette dernière vienne à offrir un pacte de non-agression de 99 ans, vous verrez le remue-ménage et combien seront vite oubliés la Hongrie et le Cachemire.

***

Pour 1955, l'« Aramco » a réalisé 530 millions de dollars de bénéfices (avoués) nets. Sur ces 200 milliards de francs que peuvent bien compter les 500 petits millions versés par anticipation à Ben Bella pour le futur pétrole saharien ? Un pétrole avec lequel les Français se gargarisent trop à l'avance... Il n'est pas encore prêt à remplacer le pétrole oriental !

***

Sur plus de 43 millions d'habitants, la France compte 27.599.000 électeurs dont 12.473.000 hommes et 14.586.000 femmes. Les 27.599.000 électeurs comprennent 10.707.000 personnes non actives (retraités, retirés des affaires), soit, sur 1.000 électeurs, 586 personnes actives et 414 non actives. Sur le total des électeurs on a enregistré 4.978.100 électeurs et électrices agricoles, soit 18 % du corps électoral français, alors que la population agricole compte 35 % de la population totale. Plus d'enfants à la campagne, moins d'électeurs, d'où la déficience de la défense des intérêts paysans.

***

Dans le tam-tam hautement éducateur fait autour de Mme Brigitte Bardot, une palme spéciale revient à « France-Dimanche » qui écrivit textuellement et en toutes lettres : « Elle a le cul qui chante ! » (sic).

***

La France est quand même un pays extraordinaire si nous en croyons **« Sud-Ouest Dimanche »** : « M. Ruiz, désigné par la C.G.T. pour siéger au Conseil économique, n'y a pas mis les pieds depuis plus d'un an. Et pour cause, il a rejoint, quelque part en Algérie, le maquis communiste. On a même appris qu'il opérait dans la région de Tlemcen, et, de ce fait, un mandat d'amener a été décerné contre lui. Mais le plus fort, c'est que le fellagha n'en conserve pas moins son siège au Conseil économique et que son épouse touche toujours son indemnité de conseiller. »

***

« L'entité saharienne », premier résultat (et sans doute le seul pratique) : « élection » de députés, sénateurs et conseillers à l'Union Française. Dans un « pays » qui compte 1 Européen pour 67 Musulmans dont les 9/10e au-dessous de Ghardaïa ne comprennent pas le français et dont la plupart sont des transhumans. Des rigolos au Parlement français ! Mais des rigolos tragiques en marge de quelques « planques » supplémentaires.

Etudes

LE FONDS MONETAIRE *international*

Du 1er au 22 juillet 1944, les représentants de quarante-quatre nations se réunirent à Bretton Woods, Etat de New-Hampshire (E.U.), afin d'étudier les statuts d'un Fonds monétaire international et d'une Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Ces deux organismes étaient destinés à travailler dans le cadre des Nations Unies.

Les statuts adoptés furent ensuite présentés à la ratification des Etats intéressés.

Avant d'analyser les principaux articles de ces statuts et d'exposer les critiques dont ils ont été l'objet, disons en passant que l'une des personnalités de la délégation française était Pierre Mendès-France qui fut nommé administrateur, puis membre du conseil des gouverneurs, le 17 septembre 1946, poste qu'il occupait encore en 1953. A la première assemblée annuelle (octobre 1946), il avait parmi ses conseillers, à côté d'un de Largentaye et d'un de Clermont-Tonnerre, un Bloch-Lainé et un Valensi (1).

Il est vrai que la délégation belge a été longtemps (si elle ne l'est encore) présidée par un M. Gutt, ancien ministre des Finances et qui a joué un rôle assez fâcheux dans la dévaluation du franc belge en 1935 ; la délégation canadienne comporte immanquablement un M. Raminsky, pour ne citer que ces deux cas.

⁂

C'est aux Etats-Unis que les critiques les plus vives paraissent avoir été faites contre les nouvelles institutions.

Impressionnée par une intense propagande, la Chambre des Représentants avait voté la loi sur le Fonds monétaire

---

(1) **International Monetary Fund.** First Annual Meeting of the Board of Governors. Report of the Executive Directors and Summary Procudings. (September 27 to october3, 1946). - (International Monetary Fund, Washington, D. C., november 1946), p. 115, 116, 117 et 122. — **International Monetary Fund**, Summary procudings, Annual Meeting 1953, p. 158.

international pour ainsi dire sans discussion. Mais la hâte même avec laquelle ce vote avait été enlevé parut suspecte ; elle provoqua des réactions des chambres de commerce, notamment de la chambre de commerce de Los Angelès qui fit éditer une brochure par Orval Watts. De son côté, *The Commercial and Financial Chronicle,* dont l'autorité est considérable, publia un long article de Merwin Hart, président du Conseil national économique, le 28 juin 1945. Cet article fut édité en brochure afin d'éclairer la religion des sénateurs et les amener à prendre des garanties contre des tirages abusifs sur le stock de dollars par des nations avides et à laisser au *Federal Reserve System* (l'institut financier central, en quelque sorte, l'équivalent de notre Banque de France), le moyen de s'opposer à d'imprudentes ouvertures de crédits sous la pression de politiciens.

Les critiques faites par les auteurs de ces brochures au Fonds monétaire international sont de deux sortes : les unes de principes, les autres de fait.

Henry Morgenthau, secrétaire d'Etat au Trésor, avait écrit, pour justifier la nouvelle création, que les affaires de banque internationale ne pouvaient plus être efficacement exécutées par les marchés des changes et que c'était aux gouvernements de les prendre à leur charge. Proposition des plus discutables, car voilà plus de deux cents ans que les grandes banques d'affaires (Rothschilds et autres) contrôlent le marché des changes, placent les emprunts d'Etat, ouvrent, soit isolément soit en groupe, des crédits énormes aux entreprises privées de la plus grande envergure et aux Etats besogneux, grands et petits. Elles sont parfaitement outillées pour continuer et ne demandent que cela.

Il fallait vraiment que la guerre ait paru faire définitivement triompher le socialisme pour que Henry Morgenthau, qui appartient à la race des grands financiers internationaux, proclame une pareille contre-vérité.

Pour se défendre, les partisans de la libre entreprise proclamèrent donc que les banques d'Etats draineraient des capitaux que les banques et industries privées ne trouveraient plus sur le marché de l'argent et qu'elles achèveraient de leur faire une concurrence déloyale en offrant leurs crédits et leurs services à des taux dérisoires. La banque d'Etat, disaient-ils encore, est inflationniste dans ses méthodes et dans ses buts, parce qu'elle est destinée à consentir des emprunts qui sont politiquement populaires et non écono-

miquement sains. Les institutions financières gouvernementales, comme toutes les institutions d'Etat, sont des instruments de propagande en faveur de l'étatisme et du super-Etat international ; cette propagande se traduit souvent par des pressions assez rudes sur certaines catégories de citoyens et aboutit au régime le moins libéral qui soit, car les nécessités du maintien d'un minimum d'équilibre entre les monnaies faibles et les monnaies fortes amènent rapidement un contrôle renforcé des changes, contrôle qui peut aller jusqu'à celui du déplacement des voyageurs et de l'ouverture des lettres pour lutter contre le marché noir et la contrebande des monnaies fortes ou de l'or.

Ce résultat immanquable, si la Banque internationale et le Fonds monétaire international avaient pris la direction de l'économie du globe, sont loin des objectifs avoués des accords de Bretton Woods et dont voici neuf articles :

1. Développer la coopération monétaire internationale.
2. Développer le commerce international, faciliter l'emploi de la main-d'œuvre et élever les revenus.
3. Développer la stabilité des charges et empêcher que la dépréciation ne devienne compétitive.
4. Aider à éliminer les restrictions de change.
5. Créer la confiance.
6. Faciliter les réajustements d'après guerre.
7. Faciliter la reconstruction et le développement économique.
8. Développer les investissements privés. (*dans les entreprises d'Etat ?*).
9. Régler les emprunts « de façon à ce que les projets les plus utiles et les plus urgents, grands et petits, soient traités les premiers (1).

Ces objectifs proposés, comment les fondateurs du Fonds monétaire international se proposaient-ils de les atteindre ?

D'abord comment était composé le capital ?

Il était de 8.800.000.000 de dollars. Chaque nation devait fournir 25 % de sa souscription en or. La moitié devait en être payée immédiatement. Chacun des intéressés s'engageait à bloquer le complément et à le verser à première réquisition. Les nations dont le stock d'or était insuffisant pouvaient payer en dollars. Les 75 % qui restaient étaient payables en monnaie nationale et c'est là qu'une première difficulté

(1) V. O. WATTS : **The Bretton Woods Agreements. The Economic Consequences of Mr. Keynes**, p. 3 (**The Economic Sentinel**, vol. 3, n° 1, Los Angeles).

surgit : il y a eu entre administrateurs des discussions sur le taux de change de ces monnaies, de sorte que, devant la carence de certains membres, le Pérou, le Canada et, paraît-il, la France ont commencé par laisser fondre leurs avoirs (1).

Au départ, le Fonds disposait donc de 3.500.000.000 de dollars dont les Etats-Unis avaient fourni 2.750.000.000, soit 78 %.

La première année, chaque membre avait la faculté d'emprunter 25 % de son capital à un taux d'intérêt de 3/4 %.

Le taux de la participation de chacun fut établi suivant une formule assez compliquée qui tenait compte du chiffre de la population, du revenu national, du commerce extérieur et d'un certain nombre d'autres facteurs qui n'avaient pas un rapport direct avec la capacité vraie de remboursement des emprunts.

L'administration du Fonds et, par conséquent, celui du contrôle des emprunts, est confiée à un Conseil de gouverneurs, sous les ordres desquels travailla un Comité d'administrateurs. Les Américains n'ont qu'un gouverneur sur quarante-quatre et un administrateur sur 12 alors qu'ils ont versé 78 % du capital.

Des critiques pointilleux ont tout de suite craint que le Fonds ayant le pouvoir de demander des comptes aux nations dont la monnaie devient rare à cause de l'exceptionnelle prospérité de leur commerce extérieur, les administrateurs du Fonds ne se permettent d'inviter les Etats-Unis à restreindre leurs exportations et à exercer un contrôle méticuleux sur leur commerce avec l'étranger.

Cette cainte était superflue. Personne n'a jamais été en mesure de formuler une exigence aussi exorbitante.

D'ailleurs, les statuts adoptés en fin de compte donnent aux Etats-Unis plus de voix que les Américains soupçonneux ne le craignaient.

Le nombre des voix est proportionnel à la participation de chaque nation en dollars. C'est ainsi que les Etats-Unis ont 27.750 voix, le Royaume-Uni 13.250, la France 5.500, l'Inde 4.250, la Belgique 2.500 et la Yougoslavie 850. (L'U.R.S.S. n'a pas adhéré au Fonds).

Si les principes étaient d'une application facile, il n'y aurait pas de difficulté dans le domaine des changes, chacune des nations membres s'engageant à maintenir ses taux de change en collaboration avec le Fonds monétaire inter-

(1) George WINDER : The Free Convertibility of Sterling, p. 45. (Londres).

national et à éviter des variations de plus d'1 %. Mais, comme le fait remarquer Orval Watts, cette convention aboutit à la restriction de la compétition et à la cristallisation des prix. Si le F.M.I. prenait, un jour, la direction de l'économie mondiale comme le souhaitaient ses fondateurs, il deviendrait le plus formidable cartel que l'on aurait encore jamais vu.

Il en est encore loin, mais l'on conçoit la crainte des Américains rendus méfiants par l'expérience du *New Deal* et qui faisaient une comparaison entre le F.M.I. et la *Reconstruction Finance Corporation.* En 1932, c'était une institution sans importance et qui ne disposait que d'un capital de 325.000.000 de dollars, mais grâce à Roosevelt, elle a été gratifiée d'énormes crédits ; en 1945, avec le concours de ses multiples filiales, elle avait financé 45 milliards de dollars d'emprunts de toutes sortes aux conditions de temps, de garanties et d'intérêts les plus diverses. Dans beaucoup de secteurs, elle s'est substituée aux banques qui ne peuvent plus lutter avec elle. Si un certain nombre de circonstances n'avaient pas joué contre la Banque internationale et le Fonds monétaire international, ils auraient pu coiffer le système bancaire existant et imposer au monde une politique socialiste contre laquelle il aurait été difficile aux Etats nationaux de se défendre.

Il faut, en effet, oublier le langage séduisant des créateurs du Fonds monétaire international et savoir quels sont leurs inspirateurs.

Les inspirateurs désignés à l'unanimité sont lord Maynard Keynes et Harry D. White.

Le premier, qui est conseiller de la Banque d'Angleterre, s'est posé, depuis plus de trente ans, en ennemi de l'étalon or. Il prétend régler la stabilité des prix par l'augmentation ou la diminution des crédits (1), politique dangereuse puisqu'elle ouvre la porte à toutes les manipulations financières dont jouent avec trop de dextérité les gouvernements aux abois.

On peut dire de lord Maynard Keynes qu'il est un doux rêveur, encore que la concrétisation de ses rêves ne soit pas inoffensive.

Harry Dexter White était un dangereux personnage qui

(1) Georges LACOUT : **Le retour à l'étalon-or.** La politique monétaire de l'Angleterre. (1914-1926), p. 161.

savait et qui faisait consciencieusement ce pourquoi il était payé.

Agent secret des Soviets (il appartenait à un réseau d'espionnage connu sous le nom de groupe Silvermaster), nanti d'une secrétaire (Sonia Gold) qui avait mission de surveiller ses agissements, comme il convient dans le monde soviétique, ce personnage fut secrétaire adjoint au Trésor et eut une grande influence sur son ministre et coreligionnaire, Henry Morgenthau. C'est lui qui passe pour avoir suggéré à ce dernier le plan de destruction de l'économie allemande auquel il a cru devoir attacher son nom, plan dont les grandes lignes auraient été étudiées par les bureaux du Kremlin dès le printemps de 1944.

Harry Dexter White fut nommé administrateur américain du Fonds monétaire international en 1946, en dépit de tous les renseignements fournis au Président Truman par James Byrnes, ancien ministre des Affaires étrangères et la police fédérale. Brusquement, au bout de onze mois, en avril 1947, il empaqueta tous ses papiers et partit en moins d'une heure, laissant son président, M. Gutt, absolument stupéfait. Il allait être convoqué devant le grand jury fédéral de New-York et devant une commission d'enquête parlementaire sur les activités anti-américaines. Pendant un certain temps, il se défendit avec arrogance, puis, il disparut brusquement dans sa propriété du New-Hampshire et mourut d'une « crise cardiaque » au grand soulagement de beaucoup de ses amis ou fut enlevé par des agents soviétiques et emmené clandestinement en U.R.S.S., car les circonstances de sa « mort » sont pleines de mystère (1).

Si nous voulons connaître les intentions de ces deux personnages, il suffit de se reporter à leurs déclarations.

Lord Keynes a dit au Comité de la Conférence nationale industrielle : « Nous avons déjà détrôné l'or comme étalon fixe de valeur. Le plan [prévu pour le Fonds monétaire international] ne confirme pas seulement ce détrônement, mais l'approuve en prévoyant expressément que le devoir du Fonds est de modifier la valeur-or de n'importe quelle monnaie s'il est démontré que cela peut rendre service à l'équilibre général...

(1) E.L. DAYTON : **Give'em Hell Harry**, p. 149-150. — George Racey JORDAN : **From Major Jordan's Diaries** (N.Y.), p. 222-223, 232-233. — William Henry CHAMBERLIN : **America's Second Crusade** (Chicago), p. 252, 304. — **American Mercury** (Avril 1956, p. 5-16) - (Dead or Alive ? The aFantastic Mystery of Harry Dexter White).

« En fait, le plan introduit une innovation qui fera époque dans les institutions internationales... car, au lieu de défendre le principe que la valeur interne d'une monnaie nationale doit être fixée sur une valeur externe *de jure*, elle prévoit que sa valeur externe doit être modifiée si c'est nécessaire pour se baser sur n'importe quelle valeur interne *de facto* résultant d'une politique nationale qui ne saurait être critiquée par le Fonds. En fait, le devoir du Fonds est d'approuver les changements qui produiront cet effet. C'est pourquoi je dis que ces propositions aboutissent au résultat exactement inverse de l'étalon or. A la suite d'un accord international, elles dégagent l'essence d'une nouvelle doctrine très éloignée de la vieille orthodoxie. »

Lorsqu'il présenta les accords de Bretton Woods à la ratification de la Chambre des Lords, lord Keynes fut plus explicite encore :

« J'essaie, dit-il, d'écrire une nouvelle page... de créer un cadre international dans lequel les nouvelles politiques nationales pourront occuper une place confortable. C'est pardessus tout parce qu'elles fournissent un cadre international aux idées et aux techniques nouvelles, à la politique du plein emploi que ces propositions ne sont pas les moins bien venues. »

De son côté, Harry White a déclaré :

« Le Fonds ne peut pas être mis dans la situation de juge de telle ou telle politique de ses membres. Il ne saurait interdire à un pays quelconque d'entreprendre un programme de sécurité sociale ou de prendre d'autres mesures sociales sous prétexte que ces mesures pourraient mettre en danger une certaine parité monétaire. Les Anglais n'ont pas oublié que, lors de la crise de la livre sterling de 1931, les services sociaux ont été réduits pour essayer de maintenir une parité fixe du sterling. »

Dans l'esprit de lord Keynes et d'Harry White, le Fonds monétaire international était destiné à permettre le développement de l'Etat-providence dans le monde entier. C'est bien cette fonction qu'attendent de lui les Etats qui, pour des raisons diverses, ne peuvent subvenir aux besoins de services sociaux dispendieux ou d'industriels avides d'expansion.

A l'Assemblée générale de 1953, M. Ocampo, qui représentait la Colombie au conseil des gouverneurs et qui parlait, ce jour-là au nom de l'Amérique latine tout entière, souhai-

tait que le Fonds monétaire international pût continuer à donner à ses mandants la manne qui garantirait le développement de leur commerce et l'amélioration du niveau de vie de leurs peuples. M. Hans Karl von Mangoldt-Reiboldt, qui parlait pour les Allemands, déclarait :

« Nous sentons que ce serait une erreur d'être trop prudents et de ne considérer qu'une éventuelle détérioration monétaire qui peut venir seulement bien plus tard, retardant ainsi les mesures qui tendent à la convertibilité. »

Tout le monde était donc bien d'accord pour faire du Fonds monétaire international une caisse qui alimente généreusement les Etats socialistes et les mette à même de satisfaire leurs innombrables clientèles sans que leur monnaie en souffre trop visiblement.

Par suite de la rigidité financière relative imposée par les Etats-Unis, il n'a pas pu le faire très largement, parce qu'il n'a à sa disposition que les fonds mis en « pool » par ses membres. Il vient, cependant, d'ouvrir à l'Angleterre un crédit d'un milliard trois cent millions de dollars qui n'est pas sans causer de sérieuses critiques aux Etats-Unis. L'Angleterre était à court de dollars comme beaucoup d'autres pays, mais elle est experte dans l'art diplomatique et on la soupçonne d'obtenir bientôt onze cents autres millions de l'*Export-Import Bank*, banque d'Etat américaine qui favorise plus les desseins de l'Exécutif que la santé du dollar. Dans *Newsweek* (24 décembre 1956), Henry Hazlitt, notamment, regrette que l'Angleterre puisse obtenir si facilement de l'argent pour prolonger une politique malsaine de contrôle des changes et soutenir artificiellement le cours de la livre.

L'*Export-Import Bank*, le Fonds monétaire international, voilà deux institutions puissantes auxquelles les Etats endettés peuvent avoir recours en cas de besoin. Ce n'est pas tout. Les accords de Bretton Woods ont vu la création d'une Banque Internationale pour la reconstruction et le développement qui, parallèlement au Fonds monétaire international, peut faire des prêts à des personnes, à des groupes de personnes ou à des gouvernements « nationaux et locaux ». Cette Banque, qu'on appelle plus couramment aujourd'hui la Banque mondiale a eu un capital initial de 9 milliards de dollars dont les Etats-Unis ont fourni 84 %. Elle fonctionne à peu près dans les mêmes conditions que le Fonds monétaire international.

La Banque parait s'être orientée dans une politique de prêts à long terme pour lesquels elle exige des garanties assez sérieuses, car elle ne peut ouvrir ses caisses qu'en vendant ses propres obligations. Le Fonds monétaire international serait donc plus disposé à courir des risques, si les administrateurs américains les laissaient prendre, que la Banque mondiale. (1)

***

Nous avons écrit au cours de cette étude que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international n'avaient pas été favorisés dans leur tentative de prise en mains du système bancaire mondial.

Il a été, en effet stipulé, dès l'abord, que certaines affaires échapperaient à sa compétence :

1. les transactions sur l'or de nouvelles mines ;
2. Certains comptes bloqués en sterling et dont la liquidation doit être faite après accord avec les créanciers ;
3. Les dettes commerciales allemandes et les crédits des réparations ;
4. Les dettes de guerre internationales et le remboursement du prêt-bail ;
5. Les accords bilatéraux entre la Russie et l'Angleterre antérieurs à la création du Fonds ;
6. Le commerce entre les nations qui n'ont pas adhéré au Fonds (Suède, Suisse, Argentine).

Ces chasses gardées réduisaient quelque peu le champ d'action du Fonds, mais la plus grosse concurrence lui est venue du Plan Marshall.

A l'assemblée générale de 1953, le Président Mohamed Ali (Pakistan) croyait devoir déclarer :

« Il convient de noter que, bien que le Plan Marshall ait rendu moins nécessaire l'appel aux ressources du Fonds, il n'y a pas eu moins de vingt-quatre nations membres à faire avec lui des affaires de change de monnaies étrangères dont le total s'élève à 988 millions de dollars. »

Ajoutons que l'échec de l'O.N.U. n'a pas facilité la carrière des institutions créées pour travailler sous son égide. Mais il ne faut pas se leurrer ; certes, l'O.N.U. va d'échec en échec ; elle n'a résolu ni les problèmes de Corée, ni ceux du Moyen-Orient ou de Hongrie. Cependant, elle dure et

(1) New-York Times, 10 décembre 1956 (The I.M.F. and the Defense of Sterling).

la persistance avec laquelle les Etats-Unis se servent d'elle comme paravent dans leur action diplomatique avec la Russie peut faire qu'un jour, lointain sans doute, l'O.N.U. finisse par trouver une raison d'être, devenir ambitieuse et, profitant de quelques complicités, maçonniques ou autres, pose sa candidature au titre de super-gouvernement mondial. Si le monde est alors suffisamment socialisé et dénationalisé, les résistances à ces prétentions deviendront difficiles et toutes les organisations qui gravitent autour d'elle : Ecosoc, U.N.E.S.C.O., Organisation mondiale de la Santé, Fonds monétaire international, Banque mondiale... seront autant de tentacules qui lui permettront d'assurer sa domination.

La Franc-Maçonnerie sous Louis XV était peu de chose : lorsque le F.·. écossais Ramsay eût parlé au cardinal de Fleury de la République universelle, que ce dernier l'eût fait expulser et mettre les FF.·. parisiens en prison au Fort l'Evêque, on put la croire morte ; elle survécut cependant. Lorsqu'éclatèrent les disputes entre « Lacornards » et « antilacornards » et qu'elle se fût révélée une antre de corruption et de mauvaises mœurs, on compta encore ses jours.

Mais elle fit appel au Duc d'Orléans, fonda le Grand Orient (1773). En 1789-1792 elle abattait la royauté.

Il n'y a rien de telles que les institutions qui durent. Un jour, elles peuvent trouver une raison de brusque développement et avoir les moyens de briser tout ce qui s'oppose à leur carrière.

Georges OLLIVIER.

D'où vient notre pétrole ?

En marge de la crise du Moyen-Orient et de la pénurie en pétrole qui en est résultée pour l'Europe occidentale, et en particulier la France, il n'est pas inutile de dresser un rapide bilan des ressources pétrolifères mondiales. A la lecture de ces chiffres on comprendra mieux les raisons pour lesquelles les Etats-Unis s'intéressent tant à l'Afrique du Nord.

En 1956, la production mondiale de pétrole a battu tous les records avec plus de 700 millions de tonnes. Les Etats-Unis demeurent de loin le producteur numéro 1 avec plus de 50 % de la production globale. La situation particulière de l'Amérique mérite cependant quelques explications.

C'est sur le sol américain qu'un certain Drake effectua en 1859 le premier forage à 73 mètres de profondeur, ouvrant ainsi une ère nouvelle : celle du pétrole. Depuis cette date, soit à peine 100 ans, le monde a consommé plus de 10 milliards de tonnes de produits pétroliers.

Il existe à l'heure actuelle 480.000 puits en service et on a effectué plus de 1.500.000 forages. Chaque année une moyenne de 40.000 forages nouveaux viennent s'ajouter à ce chiffre énorme. Certaines sondes atteignent souvent des profondeurs remarquables, la moyenne s'inscrit aux alentours de 3.100 mètres alors que le record en la matière appartient toujours aux mêmes Américains avec 6.230 mètres.

Le Texas occupe de loin la première place (derrière lui figurent la Californie et la Louisiane), avec son gisement aux 10.000 puits en service. La prospection est si intense, si méthodique, que l'on voit surgir des forêts de derricks dans les zones marécageuses, dans les « Bayous » du golfe du Mexique. De véritables îlots artificiels flottent au large des côtes afin d'aller chercher par 30 mètres de fond le pétrole jusque dans les nappes s'étendant sous les plateaux sous-marins.

Un trait commun caractérise cependant cette multitude de forages et de puits en Amérique : leur faible rendement, 1,7 tonne par jour et par puits (contre 700 tonnes par jour et par puits au Moyen-Orient).

La législation américaine, accordant aux prospecteurs la propriété du sous-sol, a sans nul doute largement contribué à l'essor prodigieux de l'énergie pétrolière, quelquefois même d'une façon

quasi anarchique. Cependant, si le sous-sol américain, de par sa nature même, possède de grandes réserves, celles-ci n'en sont pas moins limitées et pour ainsi dire complètement inventoriées par les prospections et les sondages successifs. On estime ces réserves à environ 7,5 milliards de tonnes, ce qui, compte tenu d'une augmentation constante des besoins, équivaut à 17-20 ans de production. Or, les Etats-Unis possèdent 75 % des quelques 80 millions d'automobiles circulant dans le monde, sans compter 5 millions de tracteurs agricoles et de nombreux trains Diesel. Le pétrole et les gaz naturels fournissent 50 % de l'énergie totale dont disposent les Américains. Il leur a fallu construire 700.000 kms de pipe-lines intérieurs pour acheminer pétrole et gaz vers les grandes régions industrielles.

Avant la crise de Suez, non seulement les Etats-Unis n'exportaient pas de produits pétroliers, mais au contraire absorbaient 80 % de la production du Venezuela et commençaient à recevoir des tankers d'Arabie Séoudite.

Les grandes compagnies américaines, c'est-à-dire celles qui exploitent une partie de leurs gisements hors du territoire américain, sont plus favorables à un ravitaillement de l'Europe et à une réouverture rapide du canal de Suez et des pipe-lines de l'Irak Petroleum. En revanche, elles n'éprouvent qu'un enthousiasme mitigé pour la construction des super-tankers, ne serait-ce que parce qu'elles possèdent déjà une part importante du frêt pétrolier. A l'inverse les quelques 10.000 producteurs « indépendants », contrôlant l'ensemble de la production américaine veulent réduire le rythme de la production aux seuls besoins des Etats-Unis (de nombreux puits ne sont exploités qu'un jour sur deux) afin de ne pas opérer de coupes sombres dans les réserves nationales.

Ces producteurs n'ont pas non plus manqué l'occasion, devant la demande subite et énorme de l'Europe, de se livrer à un vaste chantage au pétrole afin d'augmenter les cours. Et comme l'Europe demande surtout du pétrole brut (puisqu'elle possède de très importantes raffineries) ils ne semblent guère disposés à augmenter leur production et leurs exportations vers l'Europe sans faire travailler, dans une proportion correspondante, leurs propres raffineries. Ainsi s'explique en partie le décalage important entre les promesses gouvernementales américaines d'envois journaliers de 500.000 barils, alors que les livraisons n'ont pas dépassé 271.000 barils. Le manque de pétroliers à lui seul ne saurait être responsable de ce retard.

Au Moyen-Orient, les réserves actuelles sont estimées à 15 ou 20 milliards de tonnes et il existe de vastes superficies de terrains sédimentaires riches en nappes ou en roches «magasin» contenant jusqu'à 40 % de pétrole brut. L'ensemble des pays arabes constitue un immense réservoir de pétrole où il suffit d'un nombre relativement peu élevé de sondages pour établir des puits au rendement remarquable. Ainsi une petite principauté de la

superficie de deux départements français, Koweit, a développé sa production à la suite de la nationalisation de l'Anglo-Iranian par Mossadegh et, de 6.400.000 en 1948, a atteint en 1956 55 millions de tonnes.

Comme les Etats-Unis veulent ménager leurs propres réserves et même celles du continent américain et comme, d'autre part, ils ont construit à grands frais de très importantes bases stratégique en Europe et en Afrique (en particulier au Maroc), ils désirent leur assurer sur place un ravitaillement en pétrole sûr, en raison de la menace que ferait peser la flotte sous-marine soviétique. Cela explique la « subite » découverte de gisements remarquables en Afrique du Nord. La crise de Suez ayant révélé le talon d'Achille de l'économie européenne recevant plus de 80 % de son pétrole du Moyen-Orient par le canal de Suez, les Etats-Unis disposent par la même occasion d'un moyen de pression efficace sur les gouvernements européens et français en premier lieu.

On ne peut manquer d'effectuer un rapprochement entre l'attitude subitement « compréhensive » des Etats-Unis vis-à-vis du problème algérien et certains agissements curieux : la création d'une société hispano-américaine à Madrid présidée par Hoover junior, l'octroi à la Standard française d'importantes concessions au Sahara, le voyage en Europe du chef des services de recherches de la Standard Oil, les bruits sur les accords qui auraient été signés entre Ben Bella et l'Aramco et les importantes négociations menées par Ibn Séoud à Madrid lors de son retour des Etats-Unis.

Tous ces faits créent un climat lourd, un malaise que les démentis ou les chants de victoire officiels ne peuvent masquer.

On comprend ainsi mieux pourquoi les Etats-Unis ont un besoin vital de s'assurer le contrôle de l'ensemble du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et du Sahara. Les territoires de ce que l'on appelle encore « l'Union Française » renferment 2 millions de km2 de terrains sédimentaires, c'est-à-dire de terrains à pétrole. D'après les estimations des experts, les seuls gisements actuellement décelés au Sahara doivent d'ici 10 à 15 ans couvrir la totalité des besoins français, même en se basant sur un accroissement de la consommation d'au moins 10 à 15 % par an. Le problème du Sahara n'est pas d'ordre économique mais uniquement financier et politique. Son développement est vital pour la France qui, en 1956, a consommé 16 millions de tonnes de produits pétroliers pour une production nationale de 1.100.000 tonnes venant en grande partie de Parentis.

Pour terminer ce rapide tour d'horizon pétrolier, signalons l'accroissement continu de la production soviétique : de 15 millions de tonnes en 1939 elle a atteint 85 millions en 1956 et

augmente en moyenne de 25 % par an. On a découvert un nouveau Bakou à l'est de la Caspienne et, d'ores et déjà, les réserves russes sont évaluées à 10 milliards de tonnes, compte non tenu des ressources chinoises encore à peine prospectées.

Maurice SORVAL.

Production mondiale de pétrole en 1956

(En millions de tonnes)

Etats-Unis	340
Moyen-Orient	160
Venezuela	110
U.R.S.S.	85
Canada	20
Mexique	11
Roumanie	10

Provenance des importations françaises en 1955

(En millions de tonnes)

Moyen-Orient	Irak	10,4
	Koweit	7,2
	Arabie Séoudite	2,8
	Qatar	1,3
	Iran	1
	Etats-Unis	0,07
	Venezuela	1,3
	U.R.S.S.	0,2

Soit 22,7 millions de tonnes du Moyen-Orient, sur un total d'un peu plus de 24 millions de tonnes.

Soixantième anniversaire de la mort d'un calomnié

LE GÉNÉRAL TROCHU

(1815-1896)

Evoquez le nom du Général Trochu ! Et, neuf fois sur dix, votre interlocuteur fera allusion au « participe passé du verbe trop choir » et à tel fameux « plan » qui fut chansonné. Une calembredaine de Victor Hugo et une rengaine ; c'est trop sommaire et cruellement injuste pour une âme noble, un vaillant soldat et un chef malheureux mais de talent qui, par devoir, accepta, dans la défaite, une tâche horriblement difficile. M. J. Brunet-Moret a été fort bien inspiré en entreprenant de restituer sa vraie figure à ce général calomnié (1). Il n'a pas été le premier ; Vital Cartier l'avait déjà tenté, mais la malchance poursuivait encore Trochu et le livre, paru à la veille de la guerre de 1914, n'eut pas l'audience qu'il méritait (2).

Jules Trochu était né à Belle-Ile-en-Mer, le 12 mars 1815, second fils d'une famille bourgeoise de sept enfants. Son père, d'une culture exceptionnelle, après avoir servi dans l'administration de l'armée, avait créé un grand domaine agricole dans le centre de l'île ; sa mère lui avait transmis sa forte foi catholique. En 1845, il épousa Hedwige Maurier, d'une vieille famille bourgeoise lyonnaise, catholique et monarchiste, avec laquelle, il formera un ménage très uni mais dont il n'aura pas d'enfant. Admis à Saint-Cyr, dans la promotion de « La Comète » (1835-37) où il a pour camarade Ducrot, il en sort avec le numéro 8 sur 142. Elève de l'Ecole d'application d'Etat-Major de 1838 à 1840, il accomplit ensuite un stage dans l'infanterie et, parti pour l'Algérie en 1847, y est choisi comme aide de camp par Lamoricière alors

---

(1) Jean Brunet-Moret : « Le Général Trochu, (1815-1896) ». Préface du Général Weygand. Les Editions Haussmann, Paris, 1955.
(2) Vital Cartier : « Un méconnu : Le Général Trochu (1815-1896) ». Librairie académique Perrin et Cie, Paris, 1914.

commandant de la division et de la province d'Oran, qui le cite trois fois à l'ordre et le propose pour la Légion d'honneur puis le grade de capitaine après l'avoir détaché près du gouverneur général, commandant en chef. Le Maréchal Bugeaud prendra bientôt le jeune capitaine pour aide de camp, le citera pour sa conduite à la bataille de l'Isly, en fera un chef d'escadron de 31 ans, le conservera, presque sans interruption, sous ses ordres directs jusqu'à sa mort (1849) et restera, pour lui, un maître admiré et aimé.

Bien qu'ayant voté pour Cavaignac en 1849 et décliné un poste d'aide de camp près du Prince-Président, Trochu n'en est pas moins lieutenant-colonel en janvier 1851 puis directeur-adjoint du Personnel au Ministère de la Guerre ; bien qu'ayant inscrit « non » et signé sur les registres du plébiscite pour le rétablissement de l'Empire, il n'en est pas moins colonel le 14 janvier 1853 et officier de la Légion d'Honneur le 4 août 1854 ; nous verrons, du reste, que Napoléon III, avec une grande largeur de vues et en dépit de l'hostilité de son entourage, ne cessa jamais de lui manifester sa confiance. Au début de la campagne de Crimée, le Maréchal de Saint-Arnauld, ministre de la guerre, nommé commandant en chef de l'Armée d'Orient, qui apprécie hautement son directeur-adjoint du personnel et qui se sait atteint d'angine de poitrine, lui demande comme un service, de l'accompagner comme aide de camp. Ce chef mort, Trochu, lorsqu'il est promu général, demande au successeur, Canrobert, un commandement et, le 8 septembre 1855, devant Sébastopol, il est gravement blessé et cité à la tête d'une brigade d'infanterie lors de l'assaut du « bastion central » ; ce qui lui vaut la cravate de commandeur. Membre du comité consultatif d'Etat-Major, il refuse, au Ministre de la guerre, de devenir directeur du personnel parce qu'il est opposé à la création d'une garde impériale qui écrèmera les troupes de ligne et, au Prince Napoléon, d'entrer au Conseil Supérieur de l'Algérie parce que, fidèle aux idées de Bugeaud, il est partisan de l'administration militaire. C'est à ce moment qu'il écrit à l'un de ses amis : « La France, abusée par les théoriciens, croit que l'Algérie lui est acquise au même titre que l'arrondissement de Pontoise. » Lors de la Campagne d'Italie, il vient d'être promu divisionnaire, le plus jeune de France, et à la tête de sa division, fait ses preuves d'entraîneur d'hommes à Magenta et à Solférino ; ce qui lui vaut deux citations et la plaque de Grand-Officier. Membre du comité consultatif d'Etat-Major et Inspecteur d'infanterie,

il provoque, après son inspection de 1862, de judicieuses réformes à Saint-Cyr ; mais il n'a pas abdiqué son indépendance d'esprit : en 1865, il assiste, en tenue, aux obsèques de Lamoricière, son ancien chef, disgracié par le régime et, en 1867, il fait paraître, sous un anonymat transparent, son « Armée française en 1867 » qui dénonce nos faiblesses militaires, se vend à plus de 100.000 exemplaires et suscite, en dépit de l'intérêt marqué par l'Empereur, une vive réprobation dans le monde officiel. C'est sans doute ce qui lui vaut de rester sans commandement au début de la campagne de 1870 malgré sa fulgurante carrière et bien qu'il rentre d'un voyage d'étude en Allemagne.

Le 12 août 1870, Trochu est placé à la tête du 12e Corps d'Armée en voie d'organisation au Camp de Châlons. Dès les premiers revers, il avait fait parvenir, à l'Empereur, ses suggestions : Repli des armées sous Paris, qui couvrirait l'aile gauche du dispositif pour y livrer une nouvelle grande bataille ; ce n'était rien moins que la préfiguration du plan de la Marne. Lorsque Napoléon III rejoint le camp de Châlons, il se rallie à cette conception et nomme son auteur Gouverneur de Paris. Le 17 août, celui-ci est reçu par l'Impératrice-Régente qui, si elle ne manque pas de caractère, n'a ni l'intelligence ni la largeur de vues de son mari; avec une froideur et une ironie aussi insolentes que maladroites, elle lui demande : « Général, ne pensez-vous pas qu'en l'extrême péril où nous sommes, il conviendrait d'appeler en France les Princes d'Orléans ? » — « Madame, il m'est impossible d'apercevoir en quoi la présence des Princes d'Orléans pourrait simplifier une situation qui est si périlleusement compliquée. ». L'Amiral Jurien de la Gravière, tout dévoué au régime mais qui tient Trochu en haute estime, tente de détendre l'atmosphère : « Mais vous êtes faits tous deux pour vous comprendre. Donnez, Madame, toute votre confiance au général ; il la mérite ». Mais quand l'Impératrice connait le plan auquel son mari s'est rallié, sa fureur explose : « Ceux qui ont conseillé à l'Empereur les résolutions que vous m'annoncez sont ses ennemis. L'Empereur ne reviendra pas à Paris... il n'y entrerait pas vivant. L'Armée de Châlons fera sa jonction avec l'Armée de Metz. ». Néanmoins, elle confirme la nomination du Gouverneur. Aucun spectateur de cette scène n'a entendu le serment de fidélité comme « breton, catholique et soldat » tant reproché ensuite par les bonapartistes ; cependant, il ne fait pas de doute qu'il ne soit à ce moment conforme au sentiment du

général qui ne nourrit ni les ambitions d'un Monk, ni celles d'un César, qui a pu tenir l'échine raide devant le pouvoir établi mais qui ne l'a jamais trahi et qui va terminer sa proclamation de prise de commandement par ces mots : « et pour accomplir mon œuvre, après laquelle, je l'affirme, je rentrerai dans l'obscurité d'où je sors, j'adopte l'une des vieilles devises de la province de Bretagne où je suis né : Avec l'aide de Dieu, pour la Patrie ! ».

Le Président du Conseil, Ministre de la guerre, le général Cousin-Montauban, comte de Palikao, accueille Trochu sans aménité et s'efforce de ne lui laisser qu'une situation nominale. Le 2 septembre au soir, il connait la capitulation de Sedan mais il ne l'en avise que le lendemain soir. Ce jour-là, il sait que le Corps législatif envisage la création d'un Conseil de gouvernement et il prévoit des manifestions le 4, mais c'est le commandant de la 1• division militaire qu'il alerte, non le Gouverneur. Or, le lendemain, le régime s'écroule ; comment Trochu, pris de court, pourrait-il s'y opposer ? Et quand Jules Favre vient lui offrir de faire partie du Gouvernement provisoire, Palikao l'en conjure. Il accepte par devoir après s'être assuré que le groupe d'hommes qui sollicite sa collaboration est résolu à combattre l'ennemi et l'anarchie et après l'avoir fait s'engager à respecter la religion, la famille et la propriété. S'il demande alors la présidence en refusant tout autre traitement que celui de Gouverneur militaire, c'est que, dans Paris bientôt assiégé, il sera impossible de distinguer entre le pouvoir politique et le commandement en chef, entre le chef du gouvernement et le détenteur des pouvoirs de l'état de siège, que cela lui parait un atout pour tenir jusqu'au bout et éviter la guerre civile en présence de l'ennemi.

Trochu était un soldat qui n'avait jamais voulu être qu'un soldat. Il avait, pour la politique, « beaucoup d'éloignement et peu de respect » et s'était toujours refusé à être l'homme d'un parti. Très connu et apprécié dans l'armée, il l'était peu dans les autres milieux. On lui avait fait une réputation d'orléaniste quoiqu'il n'eut aucun rapport avec les princes exilés ; il n'en avait pas plus avec le parti républicain et il se bornait à révérer, en Napoléon Ier, « le plus illustre des généraux de tous les temps ». Il pensait plus à la guerre qu'au régime futur. Ses convictions politiques étaient cependant très fermes ; disciple de Le Play et grand lecteur de Fustel de Coulanges, il se classait lui-même parmi les conservateurs libéraux et regrettait que les orages

révolutionnaires eussent ruiné la stabilité monarchique. On lui a reproché d'avoir trop parlé ; il parlait bien d'ailleurs, mieux que les politiciens, et, puisque son libéralisme lui interdisait de songer à une dictature, même temporaire, c'était sa seule arme contre eux. On lui a reproché de ne s'être pas imposé, mais, pour s'imposer, il lui eut fallu une police ferme et sure, des tribunaux résolus à réprimer, un gouvernement soutenu par l'opinion et insensible à la démagogie. Les 6.000 sergents de ville et les gendarmes de la Seine mal vus par les faubourgs avaient été envoyés en ligne et s'y conduisirent du reste fort bien ; la police de la rue incombait à la Garde nationale ressuscitée le 13 août, troupe citoyenne, sans instruction, sans discipline, aux officiers élus ; on ne pouvait faire tirer les forces régulières sur l'émeute en présence de l'ennemi. Les tribunaux militaires acquittaient ; ils n'ont prononcé, pendant tout le siège, qu'une seule condamnation à mort contre un soldat d'infanterie de marine déserteur à l'ennemi, « parce que, a dit Trochu, les hommes, au milieu de si terribles épreuves et d'un drame dont l'avenir est si incertain, n'ont pas le cœur attaché à sa place ordinaire » ; c'est une phrase qui n'a pas vieilli. Il n'y avait pas, dans la capitale, union des cœurs ; la révolution y vivait à l'état latent ; le gouvernement, par son origine, était loin d'être indiscuté et insensible aux influences de la rue ; quant aux éléments de gauche socialisants, qui s'étaient vus barrer la route le 4 septembre, ils ne voyaient, dans tout échec, qu'une occasion d'affaiblir le gouverneur militaire, leur principal obstacle. Sa popularité était grande au début mais on sait que c'est chose qui s'use vite en temps d'épreuves. Il en a joué autant qu'il a pu et, en dépit de l'émeute du 31 octobre réprimée sans effusion de sang, a vu les pouvoirs du Gouvernement confirmés, en novembre, par l'écrasante majorité de 559.996 électeurs.

Le rôle spécifiquement militaire de Trochu a aussi fait l'objet de dénigrements passionnés et de critiques superficielles. C'eut été, certes, une stupide erreur stratégique d'enfermer, au lendemain d'une révolution, une grande armée dans un périmètre fortifié de 100 kilomètres englobant une capitale de 2 millions d'habitants ; mais il faut se souvenir que tous les gouvernements estimaient que l'évacuation de Paris eut produit un effet désastreux sur la volonté de résistance du pays, que la mission initiale du Gouverneur devenu commandant en chef était précisément de défendre la ville et que c'est lui qui créa la grande armée dans ce vaste refuge.

Il ne disposait en effet, initialement, que de 60.000 hommes de troupes régulières dont 2 régiments d'infanterie actifs; c'est seulement en octobre que les 115.000 gardes mobiles purent être considérés comme troupes de campagne et, au début de novembre, qu'il fut possible d'extraire, de la foule en armes des 350.000 gardes nationaux, 40.000 vrais réservistes, c'est-à-dire de disposer d'une garnison suffisante pour le camp retranché et d'une armée de sortie ; résultats, somme toute, remarquables pour un effort d'organisation de deux mois et demi. Les Allemands n'entreprirent pas un siège régulier mais un investissement visant à la réduction de la ville par la famine et, à partir du 5 janvier 1871, par son bombardement. Le premier but du commandant en chef français ne pouvait être que de fixer le maximum d'ennemis par une défensive active ; c'est ce qu'il réussit puisque le corps de siège allemand s'éleva à 300.000 hommes. A partir de novembre, il peut envisager, et la famine menaçante l'y presse, la sortie d'une armée de campagne qui, après jonction avec celles de province, entreprendra la délivrance de Paris. Le plan élaboré dans ce but est hardi, raisonnable et a des chances de réussite : Il consiste à rompre le cercle d'investissement au nord-ouest, dans un secteur difficile mais faiblement occupé par l'ennemi, en débouchant de la presqu'île de Gennevilliers puis, après s'être saisi des hauteurs de Sannois, à marcher sur Rouen, grande base maritime, en se couvrant, vers le nord, par les troupes aux ordres de Faidherbe, vers le sud, par la Seine et un effort convergent de l'Armée de la Loire. Gambetta, en refusant de s'y plier et en annonçant, au moins prématurément, la marche de l'Armée de la Loire d'Orléans vers Paris contraint Trochu à improviser une offensive au sud-est, sur la Marne entre Joinville et Ville-Evrard ; c'est la bataille de Champigny (30 novembre-2 décembre). L'échec, cependant honorable, provoque une crise de confiance du gouvernement vis-à-vis de son président. Celui-ci, pour réagir, lance, le 21 décembre, une attaque à objectif limité sur le Bourget ; c'est un demi-succès rendu coûteux par les réactions allemandes et une vague de froid. Les futurs communards s'agitent. Leurs accusations d'inactions sont cependant parfaitement injustifiées ; les pertes de la garnison de Paris (25.330 tués et blessés) sont alors trois fois supérieures à celles des armées de province. Le 5 janvier 1871 (début du bombardement) la proclamation : « Le gouverneur de Paris ne capitulera pas » est rédigée à la demande du préfet de police qui craint une

émeute. Le 19 janvier est déclenchée l'offensive de rupture, que nous appelons bataille de Buzenval et les Allemands, du Mont-Valérien. Dans un premier temps, nous devons saisir les hauteurs, qui, dominent et commandent Versailles, grand quartier-général ennemi où, la veille, le roi de Prusse a été proclamé Empereur. Quelle autre direction choisir puisque la deuxième Armée de la Loire s'est reconstituée vers Le Mans ? Quelques défaillances dans les meilleurs éléments de la Garde nationale engagés montrent que, si ceux-ci sont maintenant utilisables dans l'offensive, le commandement a eu raison d'en retarder l'épreuve. Le lendemain, Trochu refuse de démissionner de ses charges militaires, ce qu'il considère comme une désertion en présence de l'ennemi ; il en est relevé par le Gouvernement qui le maintient à sa présidence et, le 21, nomme le général Vinoy commandant en chef et gouverneur militaire. Celui-ci, dès le 22, doit réprimer, par la force, une émeute. Quatre jours après, entre en vigueur l'armistice qui épargne, à Paris, l'occupation après une défense de quatre mois dont la tenacité a suscité l'estime de l'ennemi et l'admiration à l'étranger comme en province.

Le 8 février, Trochu, qui a refusé de poser sa candidature à Paris, est élu, par 700.000 voix sur 900.000, député dans 10 départements (immédiatement après Thiers et avant Gambetta). Il démissionne le 1er juillet 1872 après le vote de la loi de recrutement dont la discussion l'a vu défendre le service de trois ans contre celui de cinq cher à Thiers. Il se retire alors à Tours et, sans fortune, prend sa retraite à 57 ans après avoir décliné le bâton de Maréchal puis le grand cordon de la Légion d'Honneur et même l'offre d'un fauteuil à l'Académie. En faisant ses adieux au Chef de l'Etat, il lui a dit, sans amertume mais non sans perspicacité : « J'ai acquis l'inébranlable conviction que le pays, fait comme il est, ne voudra plus de serviteurs faits comme je suis ». En effet, ce pays vaincu et humilié veut des responsables et les partis (bonapartistes ou républicains) entendent bien lui en fournir à condition que ce ne soit pas des leurs ; or Trochu n'est d'aucun parti ; il est donc tout désigné. Cela a commencé dès l'armistice et, en 1872, il a dû faire condamner le « Figaro » pour des articles calomnieux. Dans sa digne et silencieuse retraite, il n'élève plus la voix que pour répondre, en 1873, aux rapporteurs des commissions d'enquête sur la défense nationale et pour donner, en 1879, quelques conseils judicieux à ses jeunes camarades qui reforgent l'Armée. C'est dans l'oubli qu'il meurt à Tours d'une

crise d'angine de poitrine pendant la nuit du 6 au 7 octobre 1896 et la nouvelle en passe bien inaperçue dans un Paris qui se prépare à accueillir le Tsar Nicolas II.

Un ami des dernières années, Jules Delahaye, écrivait alors à Drumont : « Croyez-moi, saluons ensemble la tombe de Trochu. Il y a des chances pour qu'il n'y ait plus un seul général qui se décide à le prendre pour modèle. ». Pessimiste prédiction qui, pour le bien du pays et l'honneur de l'uniforme ne se réalisa pas. La France, hélas ! eut encore à « rechercher, dans l'accablement d'une défaite, la protection et le soutien d'un chef militaire estimé ; quitte à en faire, une fois le péril passé, le bouc émissaire. » (Préface du général Weygand) ; et celui qui joua alors ce rôle avait à sacrifier une gloire beaucoup plus éclatante que celle de Trochu ; c'est sans doute pourquoi son salaire fut plus cruel.

Jean PERRÉ.

Les Livres du Mois

Les Livres français :

HENRI NAVARRE : « *Agonie de l'Indochine* » (Editions Plon).

Sous la couverture bleue qui devient comme l'enseigne d'une véritable collection des déboires de l'Union Française, l'Indochine prend maintenant son tour avec la publication des dossiers du Général Navarre. A la différence du Maroc, de la Tunisie, ou de l'Algérie, c'est d'une histoire terminée dont il s'agit ici et vis-à-vis de laquelle l'on a déjà pris quelque recul. Aussi, à travers les souvenirs personnels sur une mission limitée dans le temps, ce sont également des réflexions et des conclusions sur l'ensemble de ce chapitre de l'histoire que nous donne le Général Navarre. Commandant en chef en Indochine du 8 mai 1953 au 3 juin 1954, il eut la responsabilité de la conduite des opérations durant la dernière année de notre présence là-bas, l'année qui vit Dien Bien Phu et l'ouverture de la conférence de Genève. Il s'explique là-dessus. Mais par la description qu'il donne de la situation à son arrivée, le rapide survol de l'histoire des forces en présence, l'analyse qu'il fait des méthodes adoptées pour la conduite de la guerre, son livre est surtout le bilan de l'effroyable confusion qui tout au long marqua cette guerre de sept ans.

Nommé Commandant en Chef, le Général Navarre rejoint son poste sans recevoir la moindre instruction du gouvernement. Loin de lui en donner, celui-ci le charge d'aller sur place étudier la situation et de lui proposer un plan qu'il devra ensuite faire appliquer, de se donner en quelque sorte des instructions à lui-même. La seule orientation qui lui est fournie est qu'il n'est pas question de gagner la guerre, mais seulement d'améliorer au maximum notre carte d'opérations afin de sortir le mieux possible de ce qu'on appelait couramment dans les milieux officiels « le guêpier indochinois »

Après étude sur place de la situation, le nouveau commandant propose donc un plan que toute la presse appela alors « Plan Navarre ». Celui-ci reposait sur une constatation immédiate faite par son auteur : l'avance considérable que l'on avait laissé prendre au Viet Minh dans la formation d'un corps de bataille mobile prêt à être engagé en forces sur différents points névralgiques. Le corps expéditionnaire français était, en face, paralysé à travers un immense réseau d'implantation et ne disposait en fait que d'infimes forces mobiles prêtes à répondre à une attaque inopinée ou à attaquer elles-mêmes. Il était donc urgent de constituer un corps de bataille adapté à ces tâches et de rattrapper le temps précieux que nous avions perdu.

Pour cela, le Général Navarre proposait un plan à exécuter en deux ans : contenir le Viet Minh la première année en restant sur la défensive ; préparer pendant ce répit le développement massif des

Armées Associées destinées à remplacer le Corps Expéditionnaire dans ses tâches de protection, d'assainissement et d'occupation du terrain ; libérer ainsi les meilleures unités capables de constituer le fer de lance qu'avec d'importants renforts l'on engagerait la seconde année pour améliorer au maximum notre situation. Ce plan, sans doute le premier cohérent que l'on eut établi pour notre effort de guerre, supposait plusieurs conditions : que l'on puisse mettre sur pieds, dans de bonnes conditions, les Armées Associées, que des renforts soient accordés de Paris, que l'on puisse maintenir les efforts du Viet Minh au cours de la première campagne. Toutes ces conditions militaires en supposaient d'autres, politiques celles-là, qui échappaient complètement à l'action et, dans une large mesure, à la prévision même du Haut-Commandement : confiance des Etats associés, fermeté du Gouvernement, aide chinoise demeurant dans certaines limites. Aucune de ces conditions ne fut réalisée.

En outre, les exigences politiques imposaient certaines tâches aux opérations militaires. Ainsi la défense du Laos, affirmaient, dans la mesure du silence officiel, les lettres et les instructions officieuses des dirigeants politiques, constituait un impératif absolu à l'heure où l'on venait de signer avec ce pays un traité qui semblait devoir être un modèle pour les autres Etats associés et qui nous confiait le soin de défendre son territoire. C'est à cette fin, et dans l'impossibilité où l'on se trouvait de résister efficacement devant Luang-Prabang, que fut établi le camp retranché de Dien Bien Phu destiné à tenir le principal faisceau de routes utilisables par les unités Viet Minh. Le camp était puissamment fortifié et capable d'opposer une résistance à des attaques telles que jamais le Viet Minh n'en avaient menées et ne pouvaient en mener avant longtemps.

Sur ces entrefaites eut lieu l'annonce de la Conférence de Genève et les conditions changèrent brutalement. Le recrutement en faveur des Armées associées se tarit brusquement. La nécessité de remporter un succès spectaculaire avant la fin de la Conférence modifia radicalement le caractère de l'aide chinoise apportée au Viet Minh. Celle-ci devint massive. Une suite ininterrompue de camions conduits par des chauffeurs chinois apporta munitions, artillerie, D.C.A. servie au combat par des soldats chinois, « Orgues de Staline ». Plus rien n'était comparable, notre aviation devenait ridiculement faible, l'intervention américaine un moment proche fut abandonnée : après 54 jours de résistance héroïque et sans espoir, Dien Bien Phu tomba sans se rendre.

C'était un coup sérieux, ce n'était nullement un désastre, affirme le Général Navarre. Le camp retranché était tombé « mission accomplie ». Il avait arrêté les divisions Viet Minh dans leur marche sur le Laos, le Corps de bataille adverse était très gravement atteint et incapable de reprendre l'offensive, l'ensemble de nos forces n'avait perdu qu'un très faible pourcentage de ses effectifs.

Mais un vent de panique souffla à Paris, le Gouvernement saisit le prétexte pour ordonner des évacuations injustifiées, la confiance

des Etats Associés fut définitivement ruinée. Lorsque Mendès-France lança son incroyable pari : « La paix avant le 20 juillet ou je démissionne », le Viet Minh obtenait ce qu'il n'avait jamais osé espérer. Notre départ eut lieu dans les pires conditions.

On peut bien sûr discuter le bien-fondé des justifications que fournit le général Navarre de chaque acte de son commandement : aurait-il pu mettre son autorité, en l'absence d'instructions officielles formelles, à reporter la défense du Laos devant la capitale ou à renoncer à défendre le Haut-Laos ? L'emplacement de Dien Bien Phu était-il bien choisi pour créer un camp retranché appelé à soutenir de puissantes attaques ? La bataille a-telle été bien conduite de notre côté ? Ne pouvait-on pas évacuer la place alors qu'il en était encore temps ? On peut discuter à l'infini chacun de ces points et quelques autres, comme l'on peut toujours discuter toutes conceptions stratégiques. Mais les arguments qu'apporte le général Navarre semblent extrêmement solides et, il faut le dire, en l'absence de fautes graves et hautement probables — ce que personne n'a jamais prétendu découvrir — de telles discussions font surtout l'effet de diversion, de diversion devant l'effrayante impéritie politique.

Celle-ci est malheureusement indiscutable et devient aveuglante à la lecture du livre du Général Navarre. Ce n'est même plus de la confusion, c'est un néant total. Sous six Commandants en Chef successifs (dont toujours, sauf sous le proconsulat du Général De Lattre, les pouvoirs se sont imbriqués avec ceux du Commissaire Général), durant sept ans, jamais les différents gouvernements n'ont été capables de définir le moindre but de guerre. L'idée que l'on pouvait s'en faire variait sous la pression des événements. Commencée en « opération de police » destinée à rétablir l'ordre, la campagne n'avait plus pour objectif, lorsque René Mayer reçut le Général Navarre avant son départ en poste, que de procurer les conditions d'une « sortie honorable ».

On se battit d'abord pour l'Union Française, puis pour « parfaire l'Indépendance des Etats associés », parfois pour contenir le communisme dans le Sud-Est asiatique, tandis qu'on tolérait à tous les échelons les invectives contre la « sale guerre », la « guerre pourrie ».

L'indifférence la plus totale régnait dans les milieux officiels. Les questions d'Indochine relevaient de neuf ministres différents. Paul Reynaud, alors vice-président du conseil chargé de coordonner ces compétences et possédant délégation de pouvoirs du Président du Conseil, ne s'y est jamais intéressé et le Général Navarre ignorait même son opinion. Marc Jacquet, secrétaire d'Etat aux Etats Associés, manquait totalement d'autorité : « Il ne fut qu'une boîte à lettres », dit de lui l'auteur. Avec un tel personnel politique, jamais ne put être apportée la moindre précision sur la nature de notre effort de guerre : ni devant les Etats associés, ni devant les Etats-Unis, ni devant le pays lui-même.

De cette triple confusion résulta le caractère même des opérations militaires : l'aide américaine fut tardive, insuffisante, tandis que le chef de mission U.S. jouait à Saïgon un rôle souvent gênant (le

Général Navarre se montre fort sévère à l'égard de la politique américaine) ; le manque de confiance des Etats associés empêchait le recrutement pour leurs armées nationales tandis que l'insécurité des populations contraignait à l'implantation d'unités du Corps expéditionnaire ; la confusion devant le pays enfin paralysait l'envoi de renforts et nous priva d'un solide corps de bataille au moment décisif.

Incapable de faire la guerre, incapable de lui marquer un but, le gouvernement tolérait la trahison, les fuites, la démoralisation, tandis qu'un nombre considérable d'officiers et d'hommes allaient, sept ans durant, mourir là-bas ! Après avoir longtemps espéré obtenir un résultat — « je ne me trouvais pas devant un mur, mais devant un édredon », écrit-il — c'est le très grand courage du Général Navarre d'avoir démissionné pour dire tout cela dont l'on tente maintenant de paralyser la diffusion sous le prétexte de procédure judiciaire !

Il ne faut cependant pas que l'enseignement soit perdu. On a parlé, à propos de ce livre, de réquisitoire. Il ne s'agit malheureusement pas de cela, mais d'un bilan des faits. S'ils prennent par eux-mêmes l'allure d'un acte d'accusation, il est parfaitement malhonnête de prétendre rétablir un soi-disant équilibre en faisant lever une brume propice autour de quelques points de détail.

Il importe au plus haut point de savoir *comment* la guerre d'Indochine a été perdue mais aussi *pourquoi* cela a été possible. Si la guerre d'Indochine est aujourd'hui terminée, les causes subsistent qui nous ont paralysés. Pour ce qui, ailleurs, peut encore être sauvé, il faut se hâter d'en tirer les conclusions.

Bernard VORGE.

P.A. COUSTEAU : « *Après le Déluge* ». (La Librairie Française).

« Je suis ainsi fait, avoue dans sa préface Pierre Antoine Cousteau, qu'à la longue, j'en arrive à ne plus pouvoir supporter d'entendre rabacher que la terre est plate et j'éprouve l'irrésistible besoin d'affirmer qu'elle est ronde ». C'est pour répondre à ce besoin qu'il écrivit la série d'articles réunis aujourd'hui dans ce petit volume.

Sans la moindre aigreur, après tant d'années de captivité, il promène un regard ironique sur les évènements et les hommes. De son style si personnel, infiniment cursif, tout plein des adjectifs, des expressions qui sont si bien à lui et dont il finit par se dégager une sorte de poésie formulaire, il évoque les cocasseries d'une époque dont même les tragédies ne peuvent plus être tout à fait prises au sérieux. Devenu « bon sauvage ingénu », il retourne le procédé des grands ancêtres. Il dépayse les esprits bornés en nous contant l'aventure de la C.E.D. disputée entre les Armagnacs et les Bourguignons, en nous avouant son respect pour la Résistance déçu par ce qu'il lit quotidiennement dans la presse sur ses anciens chefs politiques et que l'esprit le plus mal pensant n'aurait pu croire, en nous montrant l'admirable fluidité des principes selon la qualité de ceux qui les appliquent et de ceux qu'ils concernent.

Parfois son ironie se fait plus dure, il quitte le terrain de la bonne logique d'où il aime se carrer pour tirer des flèches, l'on sent que quelque chose de plus sérieux pour lui est engagé : lorsqu'il parle de certains qu'il méprise, de ceux qui ont agi bassement ou qui ont mystérieusement tout oublié de leur passé.

Il garde alors, pourrait-on dire, dans le style et sur le visage, un certain pli de sourire, mais l'on sent que c'est une discrétion très volontaire, pour ne pas dire plus que son mépris ne l'exige. C'est aussi que cette ironie est pour lui le meilleur moyen de ne pas engager sa sensibilité et de ne pas accorder trop d'importance à des pitreries et à des fantoches qui n'en méritent pas tant. Mais la moindre marque de sympathie le touche et presque l'étonne. « Je suis fait de telle manière, écrit-il à propos de Gérard Philippe, rendant visite en prison à Paul Marion, que la moindre manifestation de sympathie à l'égard d'un prisonnier de l'épuration anéantit chez moi les velléités de malveillance. »

A répéter en cent apologues que la terre est ronde, on n'apporte pas de grandes pensées nouvelles ni des vérités fracassantes, mais aujourd'hui, l'on étonne et l'on remet de façon très salubre les choses en place.

De plus, ce petit livre contient autre chose. « La prison affine le sens artistique », dit un personnage d'Anouilh. Elle marque aussi la sensibilité. Libelliste du XVIIIe, a-t-on dit de P. A. Cousteau : il l'est en tout cas avec une modestie et une pudeur d'émotion qui fait de son livre bien plus qu'un pamphlet, un témoignage très attachant.

Bernard VORGE.

MICHIHIKO HACHIYA : « *Journal d'Hiroshima* » (Ed. Albin Michel).

Le 6 août 1945, au-dessus d'Hiroshima, un éclair aveuglant déchirait le matin calme et ensoleillé : la première bombe atomique venait de faire explosion. En une faction de seconde, étaient mortes 240.000 personnes et la « Cité des Eaux » transformée en un champ de ruines. Cela fit un titre — point tellement gros — dans tous les journaux du monde et une certaine émotion de curiosité que recouvrirent bientôt les flonflons de la victoire.

Un admirable livre du Dr Hachiya, médecin-chef de l'hôpital des Communications à Hiroshima, nous permet aujourd'hui d'imaginer ce que fut en vérité cet évènement et les souffrances réelles qu'il provoqua dans la population .

L'éclair éteint, l'auteur se relève, couvert de sang, sans notion du temps, dans un demi-jour au goût de cendre. Le soleil s'estompe derrière une brûme grisâtre. Une fine poussière tombe sur un paysage de cauchemar. Enjambant des morts, longeant des maisons basculées comme jouets d'enfants, le docteur Hachiya tente de rejoindre son hôpital. Il croise des êtres nus, hagards, parfois aveugles : certains traînent des lambeaux de chair comme fondus par la chaleur, d'autres

n'ont littéralement plus de visage. Arrivé enfin dans un hôpital dévasté, envahi par les blessés et les moribonds, il ne voit là que les souffrances des premières heures. D'autres plus terribles encore peut-être doivent s'y ajouter bientôt. Au cours des jours qui suivent, certains individus qui semblaient indemnes voient apparaître des symptômes inquiétants, s'aggravant chaque jour, souvent jusqu'à la mort. La bombe n'est plus un événement du passé, c'est une présence invisible et obsédante qui continue à frapper mystérieusement. Sans blessures, sans rien qui permette de déceler l'origine du mal, le fléau poursuit ses ravages à retardement. Chacun s'observe, guette le signe : on ne sait ce qui est pire de la mort ou de la peur.

Il se trouve cependant dans ce livre quelque chose d'autre, qui en fait, plus qu'un témoignage d'horreur, une œuvre de noblesse. C'est l'attitude d'âme de tous les personnages qui y sont en scène. Jour après jour, parmi la mort, la lutte pour la vie se poursuit, acharnée et modeste. Ces médecins, souvent grièvement atteints eux-mêmes, tentent d'arracher au mal son mystère, d'établir un diagnostic qui permette le traitement. Peu à peu, l'auteur parvient à établir les différentes manières de frapper de ce que les habitants appellent maintenant couramment le « pikadon » (étincelle — déflagration) : blessures occasionnées par la déflagration, brûlures dûes à l'éclair de l'explosion, maladies enfin causées par les radiations atomiques qui provoquent la chute des cheveux, puis la disparition progressive des globules blancs, et la mort.

Les malades eux-mêmes apportent une haute leçon. Au milieu du désastre le plus complet, parmi les décombres, le pus, les mourants, personne ne se plaint. Tout le monde est là, à ce qu'il fait, recueilli, officieux comme officiant un culte de charité. Pas un mot sur les biens que l'on a perdu, le seul souci est de préserver une certaine dignité intérieure, une continuité que traduit le soin pris à sauver l'image sainte de l'Empereur. Une sorte de silence du moi extérieur répond au silence tombé sur le monde après la déflagration. Et c'est sur une méditation devant le portique du temple de Miyajima, émergeant du désastre comme un témoignage sur les valeurs traditionnelles, que s'achève une œuvre qui unit horreur et grandeur, sacrifice du bonheur et accomplissement d'une civilisation.

Ce livre, admirablement traduit par Jacques Benoist-Méchin, nous invite également à méditer sur le visage doublement tragique que présente ce cataclysme dont la menace demeure pourtant encore notre meilleure protection.

Bernard VORGE.

Pour une vraie revue littéraire DE DROITE

Le dernier numéro des *Temps Modernes,* de cinq cents pages, semblait marquer un tournant dans la revue de Sartre, qui prétendait rompre bruyamment avec les staliniens, et publiait honnêtement d'émouvants récits sur l'atroce misère des ouvriers en Hongrie.

Cela mettait en situation délicate les gens comme moi qui ont toujours proclamé que Sartre ne peut secréter que la sottise et la mauvaise foi.

J'aurais été prêt à crier au miracle si un examen sommaire ne montrait que le prétendu tournant libéral de Sartre est en réalité le minimum de ce qu'il pouvait accorder à la nécessité.

Ceux qui me trouvent exigeant ont perdu tout sens de ce qu'est un esprit libre. Certes, Sartre a publié, en France, des lettres d'ouvriers hongrois peignant leur détresse physique et morale, ce genre de littérature sur les malheurs des exploités qu'on trouve dans Dickens et les romans misérabilistes qui aboutissent aux chansons de Prévert.

Jusqu'ici, les buveurs de sang étaient les colonialistes, les pharaons, les rois, les actionnaires, les bourgeois.

Cette fois, ce sont les syndicalistes, les délégués communistes, les responsables du parti, la police marxiste.

Comme Sartre est courageux ! Voire.

Tous ces récits ont déjà été publiés dans la presse hongroise depuis bientôt un an. Voilà plus de huit mois, depuis avril 1956, tous les Hongrois de Paris ont pu lire ces atroces documents dans *Irodalmi Ujsag* (journal de l'Association des Ecrivains) et les traduire.

En outre, le memorandum signé par 63 écrivains et artistes, circulait déjà depuis le 18 octobre 1955, 4 mois avant le 20e congrès de l'U.R.S.S., ce qui rappelle, une fois de plus, que l'initiative de Khrouchtchev était singulièrement encouragée.

On admire donc Sartre d'avoir attendu une bonne année avant de se résigner à dire à Paris ce que personne n'ignorait dans les pays communistes, et que tout le monde savait dans les autres pays depuis beaucoup plus de vingt ans.

On trouve dans la revue de Sartre des perles comme cette réponse de Claude Roy : « Je n'accepterai en aucun cas de rompre avec des camarades du parti en U.R.S.S. ou ailleurs, qui peuvent m'amener, s'ils m'apportent d'autres documents, à corriger ou reprendre mes conclusions. Je ne refuse le dialogue qu'avec nos ennemis. »

Et la revue progressiste porte toujours, en deuxième page, comme la marque sur l'épaule du forçat, son exclusivité contre les condamnés à mort et les indigènes nationaux. Ces intellectuels-flics — comme les appelle aimablement la *Literatournaïa Gazeta* — souscrivent les yeux fermés aux jugements des tribunaux militaires, quels qu'ils soient.

Voici que paraît le numéro de février 1957-1977 de *La Parisienne*, qui passe toujours, inexplicablement, abusivement, contre toute évidence, pour une revue de droite.

Faire passer pour « de droite » une revue qui se traîne à plat-ventre devant Sartre est déjà une imposture. Mais son tableau de la France en 1977 est un admirable aveu pour servir à psychanalyser certains collaborateurs de Jacques Laurent.

L'idée n'était pas mauvaise : demander à des gens intelligents un tableau de ce qu'ils pensent de la France en 1977. Seulement il fallait prendre des gens intelligents, et pas des petits copains dont la nullité, l'absence de culture passe tout ce qu'on pouvait attendre, à part Pierre Boutang, amené là comme otage, qui n'a absolument rien dit, mais qui a servi de contrepoids à Pierre Hervé et à Viansson-Ponté, pour permettre un éloge de la Résistance, de Mendès-France et de l'*Express*.

Un perfide petit crypto qui signe *La Parisienne* est censé être un brillant journaliste réactionnaire, parmi les grands hommes de droite, selon la rédaction de *La*

Parisienne d'aujourd'hui : Pinay, Pauwels, de Chevigné, Cesbron, Lacoste, Gabriel Marcel, Henry Bordeaux.

En 1977, cette droite est au pouvoir.

« Nous repoussons la perspective d'une France « ren-
« due aux instituteurs S.F.I.O., à la Sécurité Sociale et
« à la presse progressiste. *Nous voulons que les mala-*
« *dies des pauvres tuent les pauvres* et que les maladies
« de riches se soignent au bord des lacs suisses. Nous
« voulons que nos foyers ouvriers et ruraux lisent —
« puisqu'on y sait lire ! — *Le Pélerin* si joliment rénové
« par Michel de Saint-Pierre. »

Voilà son programme.

Peut-on rêver procédé de polémique plus méprisable ? Attribuer à l'adversaire politique des pensées d'une bassesse qu'il n'a évidemment jamais eues, et se donner, soi-même, pour un confident de cette politique, se faire passer pour une « revue fasciste » !

L'absence de culture et de jugement de ces petits jeunes gens leur interdit d'imaginer qu'en 1977 le nombril du monde ne sera plus situé entre les cocktails de Julliard et ceux de la N.R.F.

Pas un d'entre eux n'a soupçonné que la France pouvait être soviétisée ou négrifiée.

Ils n'ont pas tenu compte de ce que tout le monde rabâche : l'énergie atomique, le pétrole du Sahara, la fédération des républiques autonomes d'Union Française, 200 députés berbères et 400 noirs.

Ils ont encore moins prévu un régime intermédiaire, ou une réaction dans l'autre sens, vers l'Europe, avec une circulation facilitée vers Berlin, Rome ou Madrid.

Je disais qu'ils se roulent aux pieds de Sartre.

Un nommé Revel prend *La Parisienne*, revue de droite, comme arme pour asséner une cinglante réponse à Heidegger qui s'est permis de déclarer que Sartre n'est pas un philosophe.

Cela tient sans doute, déclare ce Revel, à ce que Sartre « est capable de sortir du domaine de l'abstraction sans n'énoncer que des platitudes. »

Où *La Parisienne* a-t-elle pris cela ?

Sartre est précisément incapable de sortir de son charabia et lorsque, par hasard, on le comprend, il ne dit que des banalités, quand ce ne sont pas des infamies.

Ce style grotesque semblait si bien imité qu'on croyait à un pastiche de Jacques Laurent, qui trouve encore parfois le temps d'avoir de l'esprit.

Eh bien non, c'était tout ce qu'il y a de plus sérieux. Ecoutez ceci, tiré d'une phrase de dix lignes : « ...le « découpage des constellations de faits, l'enracinement « des complexes chronopraxiques dans leur substrat « étiologique et leur envisagement global et concret, « avec des discussions pour savoir si le concept de « constellation » est plus adéquat que celui de « con- « joncture », etc... »

Mais attendez le plus beau.

Le jeune drôle éprouve le besoin d'ajouter cette note en bas de page : « J'épargne au lecteur un développe- « ment qui serait trop facile et m'obligerait à trop de « redites sur l'inénarrable « caractérologie » actuelle. »

Ainsi donc, on nous prévient qu'on s'est retenu pour ammener cet épouvantable jargon à un degré de concision acceptable. Si on s'était laissé aller, on en aurait rajouté...

Ne croyez-vous pas qu'il est grand temps de fonder une vraie revue littéraire de droite ?

Albert PARAZ.

A PROPOS DE « L'ŒUF ».

Une génération de spectateurs

« L'œuf » de Félicien Marceau remporte un succès fou. La salle est louée huit jours à l'avance. Le public s'enchante du jeu admirable de Jacques Duby et de son tour de force poursuivi durant plus de deux heures. Il rit beaucoup au premier acte. Il est un peu dépassé au second. Et il sort satisfait, avec un sentiment curieux fait de liberté, de vengeance accomplie, d'inquiétude qu'on l'ait pourtant fait un peu rire de lui-même, de perplexité aussi, la tête vaguement égarée et le sujet perdu.

Qu'y a-t-il donc derrière tout cela ? Rien de bien drôle cependant, la solitude d'un homme qui, comme chez Kafka, s'achève en un procès. Mais il y a une certaine différence toutefois : à ce procès du crime qu'il a commis, le héros n'est pas ici accusé, il est témoin et finalement vainqueur.

Il est spectateur surtout. Et c'est là le caractère le plus frappant de cette pièce : à ce spectacle tout le monde est spectateur. Le public, le héros et l'auteur. Le héros, Magis, petit employé n'a pas reçu la grâce de réussir ses actes. Sa solitude, il ne l'éprouve pas devant le monde, mais devant les hommes, mieux, devant la société. Il est refusé. Il voudrait faire comme les autres et il ne le peut pas. Il ne désire pas une femme, il voudrait faire comme ses camarades. Il ressent la société comme un œuf lisse et clos dans lequel il lui est impossible de se glisser. De là naît un certain caractère décousu de l'action scénique qui reflète celui de ses tentatives. Le lien n'en est qu'en lui-même. Il essaiera tout, non par besoin, mais pour ressembler aux autres. Il y a là un aspect, présenté dans les rires mais très pathétique, de cet homme qui ne peut se rapprocher de ses « semblables ». Il fait leurs gestes,

mais à mesure qu'il avance, il sent la coquille se refermer plus loin. Orgueil ? oui, mais il fait tout pour s'oublier. Comme le *Sylvère* du roman d'André Salmon il veut se masquer de la plus exacte médiocrité pour ne se distinguer en rien. Incapable d'actes, il se sent lourd à lui-même, bien visible, énorme, distinct, spectateur universel dont la déception tournera en cynisme. Il deviendra méchant de la pire espèce, méchant indolent.

Il y a là quelque chose de très curieux à quoi l'on n'a guère prêté attention. L'auteur, qui a écrit un premier acte au cours duquel le héros, sympathique, dénonce le mensonge ambiant, en a écrit un second où il est lui-même spectateur de son personnage devenu victime de son obsession du mensonge. Le drame n'est plus celui de la vérité objective, il est celui de l'homme auquel on a imposé l'idée du mensonge. Le problème n'est plus de savoir si l'on peut faire éclater la vérité, il est de décrire comment l'on peut vivre sans ce fil à plomb intérieur. Il semble d'ailleurs que l'auteur soit là spectateur non seulement de son héros, mais de lui-même. Il y a là comme une manière de se narguer soi-même, qui donne son véritable aplomb intérieur à une pièce toute en pieds de nez, en pirouettes et en expérimentations.

L'obsession du « système » qui revient sans cesse pour caractériser cette société qui refuse et se dérobe est d'autre part un élément très original d'une œuvre devant laquelle l'on a sans cesse l'impression que l'auteur hésite sur ses véritables sentiment. Peut-être est-ce parce que, pas plus que les spectateurs, il n'en a repéré lui-même la racine exacte. Devant toutes ces contradictions ces juxtapositions, on croit d'abord à un jeu. Pochade ! a-t-on dit. Quelque chose dans le ton nous interdit pourtant de le croire. Voyez le regard de Duby lançant à la salle, lorsque le rideau tombe sur le Procureur drapé dans sa dignité pour faire condamner un innocent : « Le système, je vous le dis, le système ! » Non ! dans cette attitude il y a quelque chose d'autre, il y a quelque chose d'un Stendhal de notre époque qui aura au moins acquis, en attendant mieux, le droit de s'amuser souverainement de certains jeux que la société ne prend plus au sérieux qu'au prix d'un perpétuel effort pour se

doper. L'on ne dit pas que c'est raisonnable, l'on dit qu'il est, à certains, dans certains cas, difficile de faire autrement. Masqué, dégagé de responsabilités, l'on peut enfin regarder à son aise comment cela marche.

C'est ce sens admirable d'une « morale de spectateur » riante-amère qui fait de cette pièce, plus qu'un brillant exercice, une partie de notre époque.

Bernard VORGE.

AU TEMPS DES LIGUES (VI) [1]

VI - L'aventure du P.P.F. (suite)

L'année 38 était là. Certes le Front Populaire était mort et Daladier allait lui donner le coup de grâce. L'importance des événements extérieurs toutefois dominait et de très haut, la conjoncture intérieure redevenue des plus favorables. Des plus favorables certes, à condition que les élections de 40 aient lieu. Dans « mon » département de l'Aube que je parcourais chaque fin de semaine, je pouvais mesurer nos progrès. Nos auditoires s'élargissaient de semaine en semaine et l'exposé de notre politique de paix était de mieux en mieux accueillie.

A quoi bon céder sans avoir eu le bénéfice d'un geste intelligent qui venant de nous-mêmes, permettrait d'utiles négociations ? Le temps de la politique de force était passé. Mais nous pouvions encore prendre l'initiative de la révision des traités avant de nous trouver placés devant le fait accompli que nous serions forcés d'accepter. Le pire c'était de céder à la contrainte après avoir proféré des menaces de matamore dont la stérile jactance nous couvrait, par surcroît, de ridicule. Négocier, remettre de l'ordre dans notre maison, reconstituer la force française, c'était là une tâche difficile, mais qu'il fallait entreprendre et réussir, faute de quoi tout serait perdu, non seulement la grandeur de la Patrie, mais tous les petits bien-être individuels. Ce langage était entendu et je n'en ai jamais tenu d'autre quelles que fussent les circonstances. Un ministre des affaires étrangères intelligent, Georges Bonnet, l'avait compris, mais il était paralysé par les intrigues de ce « parti de la guerre » né comme une pourriture mortelle sur le cadavre du Front Populaire. Et cette pourriture là était hélas ! très virulente. Elle se glissait partout.

J'étais en Algérie, avec Victor Arrighi pour donner mon avis sur les possibilités de faire vivre un quotidien d'Oran,

(1) Voir les n°s 32, 34, 35, 36, 37 et 38 de « Défense de l'Occident ».

en difficultés, qu'on nous proposait de reprendre, lorsque se développa la crise Tchèque. L'affaire de presse n'offrant aucun intérêt, nous rentrâmes rapidement à Paris. En quinze jours l'atmosphère de Paris avait changé du tout au tout. La mobilisation s'effectuait dans un silence pesant, mais dans les couloirs du parlement le parti de la guerre faisait feu de tout bois. Il est vrai que la riposte n'était pas moins ardente.

Et toutes les barrières tombaient. Nous marchions au coude à coude avec des socialistes comme cet intrépide, mais doux et charmant l'Heveder, qui cachait sous des dehors presque timides une très profonde culture, Pierre-Etienne Flandin dont l'attitude courageuse ne doit pas être oubliée, Fernand de Brinon, infatigable dans le rebutant mais nécessaire travail de couloirs, entrainaient les hésitants. Munich fut à Paris d'abord une bataille de couloirs. J'ai touché là sur le vif combien la masse parlementaire est semblable à toute masse. Tel député que nous pensions avoir convaincu de la nécessité d'un accord, nous le retrouvions deux heures plus tard à nouveau très hésitant, sinon hostile parce que Georges Gombault - Weisskopf - lui avait représenté qu'il perdrait des voix communistes fort utiles s'il montrait des complaisances « au fascisme ». Il fallait alors rétorquer qu'il avait encore beaucoup à perdre si la guerre éclatait et que ses électeurs ne lui sauraient aucun gré de les envoyer se battre pour assurer la domination de M. Bénès sur d'antiques populations germaniques.

Enfin il convenait d'ôter de l'esprit public l'idée absurde de la fatalité d'une guerre.

Ajouterai-je que c'était Daladier le plus incertain ? On le voyait dans les couloirs, le visage congestionné, après les repas, tenant des propos étonnamment contradictoires. On sait la suite.

Mais la crise de Munich avait aussi lézardé l'édifice du P.P.F. Au comité central d'octobre Bertrand de Jouvenel vint faire amende honorable. Mais les séances du bureau politique avaient été houleuses et Doriot lui-même fut assez lent à faire son choix.

— Tu comprends, mon vieux Marion, ce n'est pas si facile, après avoir pendant deux ans expliqué aux militants qu'il fallait restaurer l'honneur de la France, de leur dire maintenant que l'intérêt national commande de ne pas honorer une signature très librement donnée, engagement stupide, bien sûr, mais engagement libre tout de même.

C'est bien pourquoi, après Munich, j'insistai toujours sur la nécessité d'agir pour que la France prit elle-même l'initiative de la révision générale du traité de Versailles. Doriot m'écoutait, mais il me répondait en riant qu'il fallait dire çà à Daladier.

Je suis d'ailleurs persuadé que dans l'étrange euphorie du retour triomphal de Munich, il eut été possible de lui faire entendre cela, si son entourage militaire ne l'avait pas assuré que la France, en tout état de cause, ne serait pas cette fois le champ de bataille de l'Europe.

Quelle occasion perdue ! C'était le temps où l'Allemagne, par la voix de Gœring, réclamait la restitution de ses colonies. Cette fois le sacrifice n'aurait pas coûté cher à la France qui pouvait faire un geste de grande politique.

Qui ne voit aujourd'hui les avantages innombrables d'un retour de l'Allemagne en Afrique et en Asie ?

Mais c'est un jeu, parfaitement vain hélas ! d'échafauder des hypothèses séduisantes sur des évènements qui n'ont pas eu lieu. Toutefois si l'on ne refait pas l'histoire au gré de l'imagination, c'est la fonction première de la politique que d'en tirer des enseignements. C'est d'ailleurs pourquoi il est, à tout prendre, préférable que les hommes au pouvoir ne soient pas totalement ignares en la matière. Je me hâte d'ailleurs de reconnaître que la saine interprétation desdits enseignements n'est pas nécessairement le fait des mieux informés.

Au P.P.F. l'année des grandes difficultés commençait. Pierre Pucheu bientôt s'éloignait sur la pointe des pieds. Victor Arrighi et Paul Marion, ce dernier écœuré de certaines démarches que Doriot l'avait obligé d'accomplir auprès de personnalités juives des milieux d'affaires, n'allaient pas tarder à l'imiter.

Bertrand de Maudhuy, depuis longtemps avait pris congé, puis Claude Popelin.

Mais, et ce n'est pas le phénomène le moins remarquable, les sections n'en étaient pas sensiblement affectées. Des équipes nouvelles de propagandistes s'étaient constituées depuis deux ans et demi et la relève s'opérait sans trop de difficultés. On appelait à Paris les meilleurs chefs de la Fédération.

Barthélemy succédait au secrétariat général à Barbe qui lui aussi avait renoncé. Marion n'essaya point d'entraîner avec lui ses amis. Tout au contraire.

— « Mon expérience ne vaut rien pour toi. Il se peut que Barthélemy réussisse à redresser ce qui doit l'être. Peut-être aura-t-il plus d'autorité sur Doriot... Celui-ci a encore une chance. Tu seras sans doute amené à voir de plus près le

mécanisme du parti. Les grincements qui me font partir ne se reproduiront peut-être plus. Tout est possible même qu'un homme fasse peau neuve. »

Je demeurai donc, mais on le comprendra, assez désenchanté. Ce qui me retenait aussi c'étaient les magnifiques dévouements des jeunes cadres des organisations de pionniers, dont j'étais responsable. Rien de tel pour vous attacher à votre poste que la crainte de décevoir ceux qui vous ont donné leur confiance et vous la gardent fidèlement. Et il y avait un tel enthousiasme encore intact...

Toutefois j'étais moi-même dans l'état d'esprit de l'homme qui se contraint à poursuivre sa tâche en se répétant qu'il n'est pas besoin d'espérer pour entreprendre et de réussir pour persévérer.

Dès le printemps l'échec de Munich était consommé. Nous pouvions encore lutter, mais afin de garder le droit de dire que nous aurions tout fait jusqu'au dernier moment pour retarder la catastrophe désormais trop prévisible.

Et notre journal entrait en agonie. Je fus de ceux qui tinrent jusqu'au dernier jour. Les derniers numéros de « *La Liberté* » furent imprimés avec de pauvres moyens, dans l'imprimerie de St-Denis qui, aux temps heureux du rayon majoritaire, assumait la publication de « *l'Emancipation* ».

Ils avaient l'aspect d'une feuille d'avis de sous-préfecture. Et à la Chambre, où je tenais bon, je feignais de ne pas remarquer les ricanements des confrères du clan Reynaud, Mandel qui m'accueillaient aux Pas-Perdus, en froissant ce papier minable.

Ce ridicule pouvait être épargné. Mais il y avait des contrats de publicité qu'il ne fallait pas laisser prescrire. C'était sordide et j'accueillis avec soulagement la fin de cette aventure où, pour ma part, j'avais englouti tant d'espoir.

Nous avions joué et nous avions perdu. Peu de chose à côté du désastre qui s'approchait.

***

Le 3 septembre je me rendis à la Chambre, où, sans débat, sans un mot, devaient être votés les crédits permettant l'entrée en guerre. Ainsi en avait décidé la Conférence des Présidents à la demande du malheureux Daladier.

En arrivant je rencontrai Campinchi, ministre de la Marine avec qui j'entretenais des relations plutôt cordiales depuis que, à l'occasion d'une interview pour « *Le Courrier Royal* », j'avais

eu à lui laisser entendre que le Comte de Paris ferait volontiers sa connaissance. La suite a bien montré que, tant du côté du Prince que des hommes politiques de la République, le désir de se rencontrer était bien réciproque...

Je l'interrogeai anxieusement. Jamais je n'oublierai la mine heureuse qu'il eut pour me lancer, en adversaire cordial, triomphant mais « fair play » : « Mais oui, cette fois ça y est, c'est la guerre ». Et il me tapota amicalement l'épaule...

Nous fûmes de ceux pour qui la patrie en guerre n'a jamais tort, comme Georges Suarez le dit plus tard à ses juges ahuris.

En pénétrant dans les tribunes de la presse, en haut des travées et des tribunes bondées, je fus saisi par l'atmosphère pesante de cette assemblée.

Un homme pourtant monta à la tribune. C'était Gaston Bergery. Mais Herriot, bonhomme, du perchoir présidentiel, se pencha vers lui, comme un professeur désolé de réprimander un brillant sujet.

La Chambre ratifiait par ses murmures la décision de la Conférence des Présidents. Elle ne voulait rien entendre. Et Gaston Bergery ayant pris date, regagna son banc. Le mauvais coup était accompli, l'entrée en guerre acquise à la sauvette.

Quelques heures plus tard, d'une fenêtre de l'Agence Fournier, je laissai mon regard scruter les ténèbres de la place de la Bourse. Le calme de la nuit était extraordinaire, un calme qui succédait à celui d'un jour de lourd silence accablant.

Oui, nous avions joué et nous avions perdu. Mais nous ne savions pas encore ce que nous avions perdu.

***

Si je n'ai rien dit de personnel sur Doriot, c'est que jusqu'alors je ne l'avais vu que dans la détente des déjeuners et des dîners chez le Père Zeyer, ou bien au Comité Central, où rien de spontané ne pouvait se produire, l'organisation du P.P.F. ayant été calquée sur celle du Parti Communiste Stalinien. C'est au bureau politique que se décidait la tactique.

J'y fus appelé, après le désastre, alors que le P.P.F. s'affirmait l'homme du Maréchal à Paris. Quelques mois devaient suffire, je dirai même quelques semaines, si j'en retranche le temps des dernières hésitations, pour que je comprisse la discrétion désolée de mon cher Marion à son départ. Je compris aussi le mot de l'infortuné Pierre Pucheu déclarant à Vichy en août 40 lors des parlotes pour la constitution du

parti unique : « Le drame de Doriot, c'est Doriot lui-même ». Il me semble suffisamment révélateur.

Aussi bien le temps des ligues s'est-il achevé avec la guerre.

L'avortement à trois mois de la Révolution Nationale est une autre histoire et les partis autorisés sous l'occupation, à la seule exception de la milice de Joseph Darnand qui vint quatre ans trop tard, n'avaient plus rien de l'esprit des ligues. Sauf pourtant le « Mouvement Socialiste Révolutionnaire » M.S.R., fondé par Eugène Deloncle et qui prenait la suite, cette fois à découvert, de la Cagoule. Ce fut là, après ma rupture avec Doriot, ma dernière expérience et je suis resté aux côtés de Deloncle jusqu'à la dissolution de son mouvement par son propre fondateur.

Parmi les chefs de Ligues, et je les ai tous plus ou moins approchés, aucun ne m'a fait plus forte impression. C'était, dans toute l'acception du terme, un homme supérieur, une intelligence de premier plan, complètement dépourvu de ce que j'appellerais : « le complexe du chef », qui fut certainement un des éléments déterminants de l'échec des ligues, un scientifique qui transcendait la technique et un homme droit. Eugène Deloncle était toujours prêt à s'entendre. Il en donna la preuve au début, en ordonnant le ralliement de ses troupes au R.N.P. (Rassemblement National Populaire) de Marcel Déat. L'évolution de ce dernier n'était pourtant pas assez avancée pour que les deux hommes pussent s'entendre bien longtemps. Eugène Deloncle était le seul qui eût volontiers accepté de servir et ne prétendit pas au premier rang. Son indépendance à l'égard de tous, y compris d'un occupant fort souvent stupide et qui ne facilitait guère la tâche des Français acquis à la collaboration « debout », forçait le respect. Il devait la payer de sa vie. Son lieutenant Filhol, que j'ai bien connu lui aussi, et qui échoua dans sa tentative de faire vivre le M.S.R. après la retraite de Deloncle, ne manquait pas de qualités. Ce n'était pas du tout l'épouvantail de la légende antifasciste, mais un homme fin, un organisateur de qui je garde le souvenir d'un camarade très sûr.

⁂

Au début de février 1944, invité par Charbonneau, j'arrivai avec deux confrères, au château d'Uriage, où la Milice avait installé son école de cadres dans l'austère château de Bayard.

Nous venions de visiter des régions de Haute-Savoie, désolées par le terrorisme et partout j'avais pu constater avec

quel soulagement elles accueillaient les jeunes hommes de Darnand. Ils apportaient mieux que l'espoir, la possibilité de vivre. La neige devait venir tard cette année, elle n'était pas encore là dans les premiers jours de février et le ciel voilé de brume dispensait une humidité exceptionnellement clémente.

Au château d'Uriage, dans les grandes salles de cours où partout s'inscrivait la fière devise : « Plus est en nous », dans les dortoirs qui portaient des noms prestigieux, j'ai retenu celui d'Agnelly, compagnon de Darnand qui ramena son corps enfoui sous la neige, à travers les barbelés des bois de la Sarre, de jeunes hommes me reconnurent que j'avais rencontrés plusieurs années auparavant au P.P.F. ou au Francisme. D'autres étaient d'anciens volontaires nationaux, voisinant avec les jeunes de Déat.

On me demanda de parler et je fus saisi d'angoisse à l'idée de décevoir ou de tromper ces magnifiques garçons.

Pourtant leur union, enfin accomplie, était un puissant tonique, je le leur dis en exprimant le souhait qu'elle n'ait pas été trop tardive.

Beaucoup de ceux-là sont tombés, tous ont souffert. Je ne veux pas croire que ce soit en vain.

L'union s'est faite trop tard dans le passé. Réalisée avant la guerre elle épargnait le désastre, loyalement consentie en octobre 40 elle changeait le cours de l'histoire.

Les ambitions personnelles, hélas injustifiées, des « chefs » ne l'ont pas permis. Peuple d'incorrigibles gaulois. Paix à la mémoire de ces vaincus.

Les survivants des ligues sont aujourd'hui des hommes grisonnants.

Il ne leur appartient plus guère de forcer le destin. Du moins peuvent-ils mettre en garde, tenter de mettre en garde, les générations suivantes contre les erreurs dont ils furent victimes.

Nous y avons tâché.

J. M. AIMOT.

(FIN)

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)

N° d'impression : 256. Dépôt légal : 1er trimestre 1957.

de
de
pas
é de
nte.
où
lans
enu
orps
la
ren-
sme.
nant

idée

sant
pas

ne

vant
en

efs »
à la

gri-

oins
les
vic-

T.

1937.